

INpreCOR

Numéro 362 du 6 au 19 novembre 992 ♦ 25 FF 6 FS 125 FB

- **Canada : Le référendum-boomerang**
- **Allemagne : Le rail des riches**

GRANDE-BRETAGNE : LA BATAILLE DES MINES



INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 362
DU 6 au 19 novembre 1992**

3 DOSSIER GRANDE-BRETAGNE

Major est tombé dans la mine
Dave OSLER

5
Une crise très britannique
Jamie GOUGH

10
ALLEMAGNE
Le rail des riches
Winfried WOLF

14
CANADA
Le référendum-boomerang
Raghu KRISHNAN

16
NICARAGUA
Le sandinisme à la dérive
Victor PRISMA

17
MAROC
Notre ennemi le roi
Brahim OUALI

25
SERBIE
Dans les rues de Belgrade
Christian POMITZER

27
Nouvelles du monde
FRANCE - ALLEMAGNE - POLOGNE

28
ETATS-UNIS
Du Koweït à Los Angeles
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre

de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,

153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Major est tombé dans la mine

LE PROGRAMME de fermeture des mines est devenu le symbole qui focalise la colère provoquée par treize ans de gouvernement de droite. En outre, le parti au pouvoir est profondément divisé sur le Traité de Maastricht.

La question des mines est omniprésente dans les conversations de tous les jours, dans les usines comme dans les bureaux. Même l'extrême gauche a été surprise par les développements du problème. Le mouvement ouvrier britannique a maintenant la possibilité de récupérer le terrain perdu pendant les années Thatcher.

A Londres, une marche organisée le dimanche 25 octobre 1992 par la confédération syndicale unique, la TUC, a rassemblé au moins 200 000 personnes. Elle a, de loin, constitué la plus grosse manifestation depuis les campagnes de masse contre le nucléaire, au début des années 80 — elle est même plus importante que la manifestation contre la Poll Tax qui s'était terminée en émeute au centre de Londres en 1990 (1).

Le mercredi 21 octobre, 70 000 personnes — essentiellement des ouvriers — avaient déjà manifesté à l'appel du Syndicat national des mineurs (NUM).

Au niveau local, des fonctionnaires et les travailleurs de certaines centrales électriques ont déjà fait des grèves de solidarité — ce qui est illégal selon les lois antisyndicales britanniques (les plus sévères d'Europe) (2) — tandis que les pompiers n'assuraient que les services d'urgence.

S'il y avait eu, en Grande-Bretagne, une véritable opposition capable de capitaliser ces événements, la chute du gouvernement — par le biais d'une procédure normale de la démocratie parlementaire, comme le vote de confiance — aurait été inévitable.

Malheureusement, une telle opposition n'existe pas. Le Parti travailliste a actuellement la direction la plus droite de son histoire et il est resté à la traîne, loin derrière l'opinion publique, émettant de timides condamnations de fermetures de puits, considérées comme une « mauvaise chose ».

L'administration conservatrice britannique a été contrainte de retarder ses plans de fermeture des deux tiers des mines de charbon, après une vague de protestations qui a mis le pays dans une situation de crise politique sans précédent depuis des années. Le mercredi 4 novembre 1992, lors d'un vote aux Communes, la poursuite de l'examen du Traité de Maastricht a été décidée par 319 voix contre 316. Cette victoire à l'arrachée (dans ce qui a constitué une sorte de vote de confiance du gouvernement) n'assure le Premier ministre, John Major, que d'un piètre répit (voir l'article en p. 5).

Dave OSLER

Ceci est dû, en partie, à l'importante fracture qui s'est produite entre la direction travailliste et le NUM — historiquement un des piliers du parti —, fracture qui doit beaucoup au caractère militant du président du NUM, Arthur Scargill. Alors que les positions politiques de ce dernier sont très fortement influencées par le stalinisme, il est indubitablement le dirigeant syndical le plus à gauche de Grande-Bretagne, comme il l'a montré durant la grève des mineurs d'un an, en 1984-85. La bourgeoisie a tenté de le sataniser en tant qu'incarnation même de la révolte de la classe ouvrière — Thatcher l'appelait l'"ennemi de l'intérieur".

La crise actuelle a débuté le 13 octobre 1992, lorsque le prétentieux ministre de l'Industrie, Michael Heseltine — qui a resuscité le titre désuet de "président de la

commission des échanges" pour se l'appliquer à lui-même —, a annoncé un plan de fermeture de 31 des 50 dernières mines de charbon pour mars 1993. L'annonce de ce plan avait déjà été rendue publique : un journal libéral avait éventé le secret et publié des documents du gouvernement bien avant terme.

Selon ce projet, environ 30 000 emplois devaient être supprimés dans l'extraction, provoquant plus de 60 000 licenciements dans des secteurs voisins, comme le transport, la fabrication d'équipements minier et les commerces des villes minières.

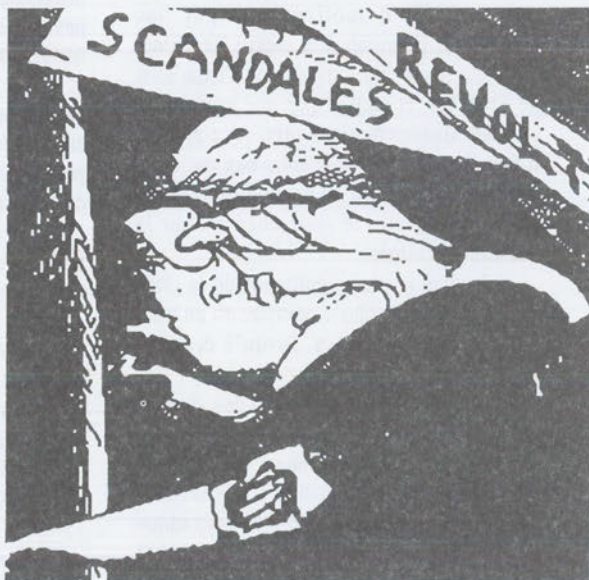
La grande braderie

Des experts en matière d'énergie affirment que la fermeture des mines est une folie, sauf à faire des calculs à la petite semaine. Le secteur charbonnier britannique a rapporté 170 millions de livres (1,250 milliard de francs français) cette année ; il est de loin le producteur de charbon de grande profondeur le plus efficace d'Europe — alors que des subventions gouvernementales massives sont attribuées à l'industrie nucléaire.

Le marché de l'énergie, en Grande-Bretagne, a été extrêmement malmené par les privatisations. Lorsque celles-ci ont eu lieu, en 1990, le monopole d'Etat de l'électricité a été divisé entre 19 compagnies ostensiblement concurrentes, y compris pour les générateurs et la distribution.

Si le projet actuel de fermeture des mines est mené à bien, il faudra payer plus d'un milliard de livres pour les indemnités de licenciement ; 2 milliards de livres supplémentaires vont sans doute s'ajouter au déficit chronique de la balance des paiements et 90 000 chèques d'allocations hebdomadaires devront être versés, tandis que des impôts directs et indirects disparaîtront. Voilà une leçon de rationalité capitaliste !

Le charbon était à la base de la



1) Sur les mobilisations contre la Poll Tax, voir *Inprecor* n° 306 et 309 des 6 avril et 18 mai 1990.

2) Sur l'arsenal antisindical instauré par les conservateurs, voir *Inprecor* n° 335 du 19 juillet 1991.

révolution industrielle britannique. Après la nationalisation de 1947, l'entreprise de charbonnage britannique possédait 1 400 puits de mine. A la veille de la grève de 1984-85, il n'en restait que 170, employant 180 000 mineurs. Aujourd'hui, il n'y a plus que 45 000 mineurs travaillant dans 50 mines ; la plupart de ceux qui ont perdu leur emploi n'ont pas retrouvé de travail depuis.

Charbon et chômage

Maintenant, le gouvernement veut privatiser ce qui reste des charbonnages. Pour quiconque serait prêt à abolir le salaire minimum, à introduire la journée de douze heures et à généraliser la semaine de six jours, les mines de charbon britanniques pourraient être des mines d'or ; les charbonnages britanniques ont des droits d'exploitation pour des réserves de l'ordre de 45 milliards de tonnes.

Pour les travailleurs industriels, l'avenir que proposent les conservateurs n'est pas de bon augure. Dans un rapport confidentiel du conseiller du gouvernement pour les privatisations, le banquier N. M. Rothschild a affirmé que « *suivant tous les scénarios basés sur le marché, une fermeture substantielle supplémentaire est nécessaire* ». Selon les pires projections de Rothschild, les effectifs de l'emploi dans ce secteur pourraient descendre jusqu'à 10 000 mineurs dans douze mines, en 1995.

Avec un chômage qui touche 2,8 millions de personnes, si l'on se base sur les statistiques officielles qui sous-estiment beaucoup la réalité, presque tous les travailleurs vivent dans la peur de rejoindre les sans-travail, voire même les sans-logis. Pour beaucoup de gens, même parmi ceux qui ont voté conservateur aux élections législatives d'avril 1992, la dernière mesure d'Heseltine était tout simplement inacceptable.

L'opposition des petits commerçants à cette mesure — beaucoup d'entre eux ont été ruinés après deux ans de récession économique — a également été forte. Même des hôteliers du bastion conservateur de Cheltenham, où il n'y a aucun puits à des kilomètres à la ronde, ont organisé des protestations.

La seule ampleur des protestations a contraint le gouvernement à effectuer un recul partiel, tout en soutenant que la fermeture des puits était « *inélectable* ».

Pour l'heure, dix mines doivent être fermées après 90 jours de consultation de la force de travail — une obligation légale qui avait été tout simplement ignorée jusque-là. Même la très réactionnaire Cour suprême britannique est prête à appuyer des recours sur cette question. Le cas des 21 puits restants sera étudié par une commission parlementaire.

Le préjudice politique subi par le Premier ministre, John Major, est énorme. Des journaux, qui d'habitude sont de véritables organes de propagande conservatrice, spéculent aujourd'hui sur les chances de survie du gouvernement, qui est d'ores et déjà dans un état de crise avancé. L'ancien Premier ministre, Margaret Thatcher, elle, saisit toutes les occasions d'attaquer son successeur à propos du Traité de Maastricht, qu'il a négocié et auquel elle s'oppose. Le récent congrès des conservateurs, qui aurait dû normalement être une affaire de routine, a dégénéré en guerre ouverte sur la question.

L'effondrement dramatique de la livre sterling, au mois de septembre, qui a imposé un retrait humiliant du Système monétaire européen (SME), a réduit à néant la politique économique du gouvernement (3). Celui-ci parle de réduction drastique des dépenses publiques en même temps qu'il stimule l'économie en encourageant l'investissement privé. Même l'association des patrons, la Confédération de l'industrie britannique (CBI), ne prend pas de telles affirmations au sérieux.

Recul tactique

Néanmoins, le recul tactique sur les fermetures des puits représente une manœuvre subtile de la part des conservateurs. Cet ajournement ne constitue pas, bien entendu, un abandon. Mais, en donnant l'impression de lâcher du lest — alors qu'en fait il n'y a aucune garantie de sauvegarde du moindre emploi —, le gouvernement espère dissiper la fureur publique.

Dans l'immédiat, Major a désarticulé la révolte des parlementaires "thatchériens", qui avaient menacé de voter contre la ligne de leur parti sur ce sujet, même si cela devait renverser le gouvernement.

Bien qu'ils se présentent en ce moment comme les "amis des travailleurs", ces politiciens ne sont motivés que par des manœuvres fractionnelles contre Heseltine, qui a été la cheville ouvrière de l'expulsion de Thatcher, et surtout par une volonté de torpiller Maastricht à tout prix. A ce propos, il faut signaler que six d'entre eux ont eu le courage d'aller jusqu'au bout de leur révolte et ont voté contre le gouvernement sur la question des mines.

L'acquis le plus significatif de la crise actuelle est que la classe ouvrière est en train de reprendre confiance. Jusqu'à ces dernières semaines, le mouvement ouvrier britannique vivait plongé dans les conséquences de l'amère défaite de la grève de 1984-85 qui avait vu éclater l'organisation des mineurs par la formation d'une scission droitière, la prétendue Union démocratique des mineurs (UDM). Les lois successives antisyndicales avaient beaucoup renforcé le

courant "néoréaliste" du mouvement ouvrier qui défendait que le militantisme n'était plus seulement indésirable mais même illégal. Durant les premiers mois de 1992, la lutte dans l'industrie avait atteint son niveau le plus bas depuis que de telles statistiques existent (100 ans).

Mais, maintenant, le moral est meilleur. Avec un gel des salaires dans le secteur public pour cause de graves difficultés financières du gouvernement, l'hostilité grandissante à la privatisation prévue des chemins de fer et d'une partie de la poste, des coupes claires dans le budget des hôpitaux londoniens (qui devraient entraîner la suppression de 20 000 emplois supplémentaires) et dans les transports publics (encore 5 000 postes de travail qui partiraient en fumée) et un licenciement massif dans les administrations locales, il y a aujourd'hui une possibilité réelle de résistance généralisée.

Evidemment, le principal obstacle à l'action est et restera la bureaucratie syndicale. La manifestation du 25 octobre a constitué le lancement de l'initiative intitulée "Campagne pour les emplois et la reprise".

Ensuite, cette campagne prévoit de lancer des pétitions et de réaliser un travail de lobbying. Des demandes pour organiser une entrevue avec Major ont déjà été éconduites — comme d'habitude, la TUC a poliment réécrit pour redemander rendez-vous.

Les mineurs relèvent la tête

Un certain nombre de meetings régionaux sur les problèmes de l'industrie locale sont désormais prévus — ils se seraient de toute manière tenus à l'initiative de militants locaux.

Les activités de masse fleurissent partout. Des réunions, préparées avec peu de publicité, réunissent pourtant des audiences importantes de travailleurs, à travers tout le pays — 250 personnes à Liverpool, et 500 à Manchester.

Pour assurer une certaine coordination, un Réseau national de soutien aux mineurs a été mis sur pied, à l'initiative du Groupe pour une campagne socialiste, l'aile gauche des parlementaires travaillistes, avec l'appui officiel du NUM et du Mouvement des femmes contre les fermetures de puits, qui avait gagné une certaine notoriété durant la grève de 1984-85.

Ce réseau aspire à fonctionner comme un centre logistique pour une organisation de travailleurs basée sur des délégués locaux, capable de rassembler l'ensemble du soutien. Une conférence nationale doit prochainement être organisée. Des journalistes

3) Voir *Inprecor* n° 360 du 9 octobre 1992 et voir l'article de J. Gough, en p. 5.

radicaux préparent la diffusion d'un bulletin à grand tirage pour le réseau. Les sympathisants dans les milieux musicaux examinent la possibilité d'un concert de solidarité avec des groupes de rock très connus.

Mais, rien de tout cela, isolément, ne suffira. En dernière analyse, le mouvement ouvrier devra se préparer pour un affrontement de classes majeur. Durant les jours qui ont suivi la nouvelle de la fermeture des puits, un congrès du NUM avait mandaté la direction pour organiser une consultation parmi les mineurs sur les actions revendicatives à entreprendre.

A qui le tour ?

Si Scargill l'avait immédiatement proposé, cela se serait soldé par un vote négatif, comme même les militants révolutionnaires dans le NUM l'admettaient à l'époque. La base des mineurs était extrêmement démoralisée et le gouvernement avait constitué des stocks de charbon pour au moins douze mois.

Même d'anciens dirigeants qui avaient exercé un rôle important dans la grève de 1984-85 étaient prêts à accepter des allocations de chômage valant au plus un an de double salaire.

Face à la démoralisation populaire, Scargill a pris la décision tactique correcte d'attendre jusqu'à ce que le dénouement de la campagne politique soit clair. Les événements de ces derniers jours ont modifié les perspectives.

Les mineurs réalisent aujourd'hui que d'autres groupes de travailleurs se mobiliseraient pour leur propres griefs si un secteur en prenait l'initiative. Même certains membres de l'UDM seraient sur le point d'abandonner leur modération traditionnelle.

La question cruciale qui se pose est : à qui le tour ? La revendication d'un jour de grève générale, avancée par l'extrême gauche, gagne du terrain. Mais, si le NUM décide d'attendre les résultats de la consultation — qui ne fera probablement pas le choix de concessions — on risque de rater une occasion majeure.

Alors que le vote sur Maastricht est prévu pour le 4 novembre, le Parti travailliste a soudainement changé sa position et se prépare à voter contre le gouvernement. Major a, à plusieurs reprises, menacé de convoquer des élections législatives de façon à ramener dans le droit chemin les députés qui lui assurent sa faible majorité.

La Grande-Bretagne est soudainement devenue un pays où il fait politiquement bon vivre. ★

Londres, 28 octobre 1992

Une crise très britannique

La sortie forcée de la livre sterling du Système monétaire européen (SME), à la mi-septembre 1992, sa dévaluation de 15 % et les dissensions publiques entre le gouvernement britannique et ses partenaires de la Communauté économique (CE) — en particulier l'Allemagne — ont mis en lumière à la fois la faiblesse fondamentale de l'économie de ce pays et l'absence de stratégie de sa bourgeoisie (voir *Inprecor* n° 360 du 9 octobre 1992).

Derrière la crise économique actuelle qui frappe la Grande-Bretagne, c'est un cruel dilemme qui se pose pour la classe dirigeante du pays. La "cure monétariste" miraculeuse du thatchérisme a créé autant de problèmes qu'elle n'en a résolu (voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992). Néanmoins, toute politique alternative de type néokeynésien, basée sur une tentative de renforcer les structures de production, se heurterait à d'énormes difficultés.

La question sous-jacente à toutes ces tensions est la contradiction entre la nature sociale du capital et sa mobilité.

Jamie GOUGH

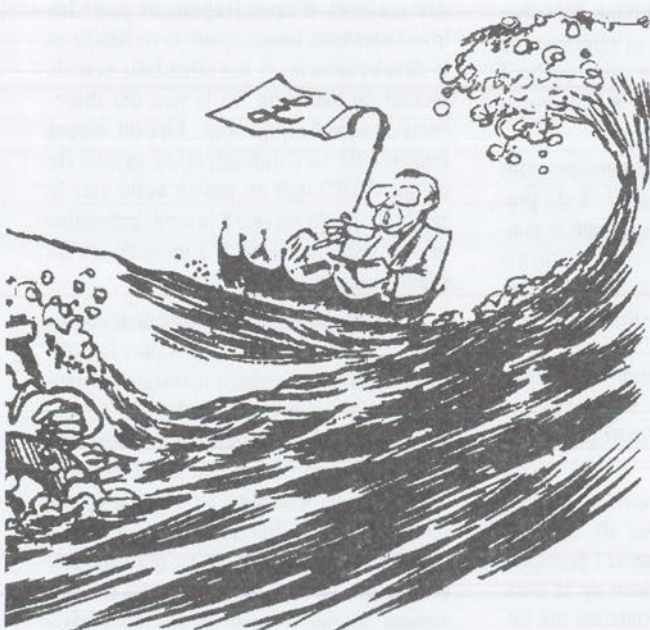
LE GOUVERNEMENT conservateur de John Major est aujourd'hui la proie d'un profond désarroi, ce que ressentent bien ses propres supporters. Il a, à la fois, perdu le mécanisme principal de sa politique économique et échoué selon les paramètres de succès qu'il s'était lui-même choisis. Depuis le milieu des années 80, lorsque les conser-

vateurs ont abandonné le contrôle de l'émission de la monnaie comme levier central de leur stratégie, ils se sont reposés sur un taux de change élevé pour imposer déflation et discipline à l'économie. Ce dernier levier a aujourd'hui été abandonné de façon spectaculaire.

Les conservateurs ont toujours présenté leur stratégie comme visant à "réduire l'inflation". Peu avant la récente débâcle, Major justifiait la récession par les succès remportés par son gouvernement en matière de réduction de l'inflation — qui est descendue à de 4 %, en dessous du taux de l'Alle-

magne pour la première fois en 25 ans — et en promettant une inflation nulle. Avec la dévaluation actuelle, on sait que l'inflation va désormais augmenter considérablement dans les années à venir.

Les taux de change et d'inflation sont seulement des formes indirectes et fétichistes de l'accumulation du capital. Pourtant, c'est sous ces formes que la politique économique des Etats bourgeois fonction-



ne. La perte de contrôle sur ces deux facteurs est un désastre non seulement pour le gouvernement mais aussi pour l'ensemble du capital britannique, qui soutenait la stratégie de Major.

La crise de la livre sterling est liée au niveau élevé des taux d'intérêt allemands. Mais sa raison fondamentale réside dans la faiblesse du capital productif en Grande-Bretagne ; sur le long terme, les taux de change reflètent les niveaux relatifs de productivité du travail dans différents pays. La dévaluation traduit une réalité inéluctable, et les spéculateurs — auxquels le gouvernement et les dirigeants de l'opposition travailliste faisaient porter la responsabilité de la crise — ne sont que des médiateurs.

En queue de l'économie mondiale

La mesure la plus immédiate de la productivité relative est la balance commerciale. Celle-ci n'a cessé de se détériorer dans les années 80 et elle est devenue négative en 1986, en dépit des revenus du pétrole de la Mer de Nord. Malgré le fait que la récession est pire en Grande-Bretagne que dans d'autres pays impérialistes — ce qui aurait dû améliorer la balance commerciale — cette dernière reste déficitaire, et elle subirait une dégradation en cas de regain économique.

L'absence de compétitivité au niveau international se reflète dans la gravité particulière de la récession britannique. Elle dure depuis deux ans et demi, et continue de s'approfondir. Le chômage réel touche 4 millions de personnes, soit 14 % de la population active.

Les emprunts du gouvernement, pour l'année 1992, vont représenter 5 % du produit national brut (PNB), empêchant le gouvernement d'utiliser des investissements d'Etat pour combattre la récession ; en fait, les rumeurs d'augmentation des impôts vont bon train, ce qui aggravera la récession tout en constituant un tournant humiliant pour un gouvernement qui a toujours sollicité le soutien populaire en tant que "parti des réductions d'impôts".

Les taux d'intérêt réel sont à leur plus haut niveau depuis les années 30, mais une diminution durable pour relancer l'économie est exclue à cause du plongeon de la livre. En somme, les marchés monétaires ont rai-

son : l'économie britannique est dans la pire des situations depuis le début des années 30.

On aurait pu s'attendre à ce que le mouvement ouvrier utilise cette crise ouverte pour prendre l'offensive — hélas, on a entendu des gémissements plutôt que des détonations.

La direction travailliste a été ligotée par son soutien à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le SME avant même le gouvernement conservateur ; elle a même défendu le taux élevé dans lequel la livre était maintenue. Voilà pourquoi les dirigeants travaillistes défendent, avec la même ferveur que les conservateurs, la discipline déflationniste et considèrent le SME comme un moyen de l'imposer, en s'appuyant sur l'Allemagne et en espérant que la nature "extérieure" de la contrainte leur fournira un alibi pratique en cas de conflit futur avec les travailleurs.

La direction travailliste exclut aussi

tion" signifiant la réorientation de la politique gouvernementale et du centre financier de la City de Londres vers les besoins du capital domestique. Est-ce une stratégie réaliste du point de vue du capital britannique et qu'elles seraient ses implications pour les travailleurs ?

Une crise "particulière"

Ces problèmes ne sont pas spécifiques à la Grande-Bretagne. Ils portent sur les contradictions du néolibéralisme et celles de la social-démocratie dans la période actuelle. De plus, alors que ces contradictions s'y expriment sous une forme particulière, cette "particularité" britannique diffère de ce qu'on s' imagine traditionnellement à gauche.

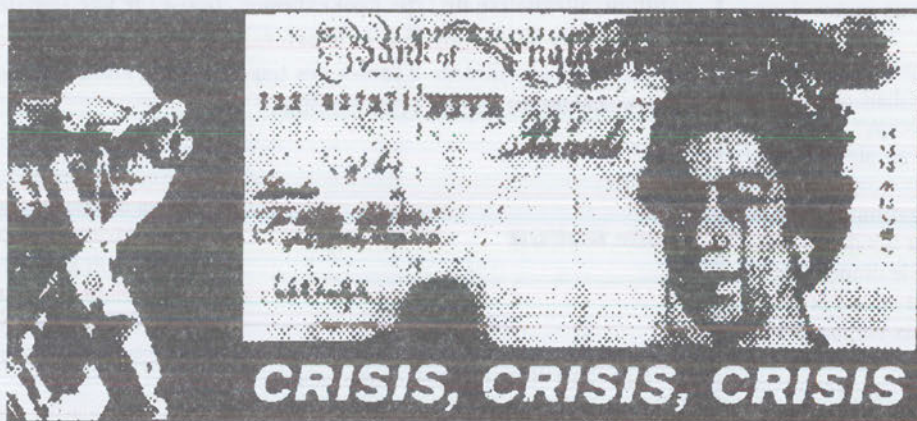
La crise britannique est une expression particulière de la crise mondiale du capitalisme, qui se traduit en général par la récession

ou le ralentissement dans les économies de tous les pays impérialistes, par l'instabilité du système financier international et des catastrophes économiques dans la plupart des pays semi-coloniaux. Cette situation a évidemment des interférences sur la crise britannique, et, de façon plus flagrante, en

restreignant les marchés. Mais, il y a aussi des contradictions à l'œuvre à l'intérieur de la Grande-Bretagne et des autres pays impérialistes qui reproduisent et perpétuent la stagnation.

Toutefois, les performances de l'économie britannique ont été particulières : depuis le début de l'austérité, elle a poursuivi son déclin historique relativement à ses concurrents. Les crises mondiales révèlent et aiguisent les inégalités inhérentes au capitalisme, y compris entre pays. C'est la raison de l'abandon des taux de change fixes, en 1971, et de l'actuelle crise monétaire européenne. La Grande-Bretagne a particulièrement souffert de ce processus.

Le néolibéralisme essaye de résoudre la crise en faveur du capital en créant le maximum d'espace pour des opérations thérapeutiques dans le cadre du mode de production capitaliste lui-même. La destruction de pans entiers du capital est accélérée, réduisant ainsi la masse de capital qui revendique des profits, et cherchant de cette façon à aug-



toute augmentation substantielle des dépenses publiques. Elle a donc été obligée de mettre en avant quelques timides propositions pour accroître la compétitivité économique : un allongement du temps des études, des mesures d'encouragement pour les investissements lourds, pour la recherche et le développement, et des stimulants pour le secteur du bâtiment. De la part des directions syndicales, qui ont, lors du récent congrès de la Confédération syndicale unique (TUC), fait un pas en avant vers le syndicalisme de service à la nord-américaine ou à la japonaise, on n'a entendu qu'un silence assourdissant (1).

La crise pose donc des questions fondamentales. Tout d'abord, pourquoi la politique conservatrice visant à revigorer l'économie britannique a-t-elle échoué si lamentablement ? Ensuite, pourquoi la réponse du mouvement ouvrier a-t-elle été si timide ? Enfin, on peut s'attendre à ce que la faillite flagrante de la politique néolibérale donne un coup de pouce à un projet qui bénéficie d'un important soutien, surtout dans le mouvement ouvrier — celui de la "modernisa-

1) Voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril 1992.

menter le taux de profit. Le chômage n'est pas combattu — il est même activement encouragé, comme moyen de maintenir de bas salaires et d'intensifier le travail.

Pour que de tels procédés atteignent leur efficacité maximale, les obstructions à la loi de la valeur doivent être aussi réduites que possible. Le néolibéralisme a cherché à affaiblir et à balayer les arrangements "institutionnels" hors-marché qui avaient été mis en place durant la phase longue d'expansion précédente, qu'il s'agisse de formes d'intervention de l'Etat, de l'Etat-providence, d'ententes commerciales (pour avoir plus de poids dans des négociations), de l'influence des syndicats ou des cartels, et autres formes de coordination entre entreprises ; ces arrangements ont pu être profitables pour le capital dans le passé, mais sont aujourd'hui considérés comme des entraves. De cette manière, le capital devient plus mobile, plus libre de se déplacer vers de nouveaux champs d'investissement, des zones géographiques ou de nouvelles relations entre firmes.

Ce programme a été accompli sous une forme relativement pure en Grande-Bretagne, étant donné qu'il est bien dans le sens de la tradition britannique. Le passé de domination impériale britannique a produit, d'une part, un capital monétaire important, et, de l'autre, un capital industriel qui, pendant une longue période, n'a pas eu à se préoccuper de stratégie de compétition grâce à son avance historique et au réservoir des marchés de l'Empire. La mobilité du capital, les marchés libres et le libre échange semblaient être opérationnels. La classe dirigeante est, dans ce sens, libérale invétérée.

La hantise de la "socialisation"

Le thatchérisme a obtenu certains résultats pour le capital. Entre les deux pointes cycliques de 1979 et 1989, la productivité du travail a augmenté dans une proportion comparable à celle des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) dans leur ensemble — du jamais vu dans la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale. Ceci a été réalisé, en partie, par la destruction massive des usines les moins productives, et, en partie, par des investissements pour réduire la main-d'œuvre, et enfin, dans une moindre mesure, par une intensification du travail lui-même.

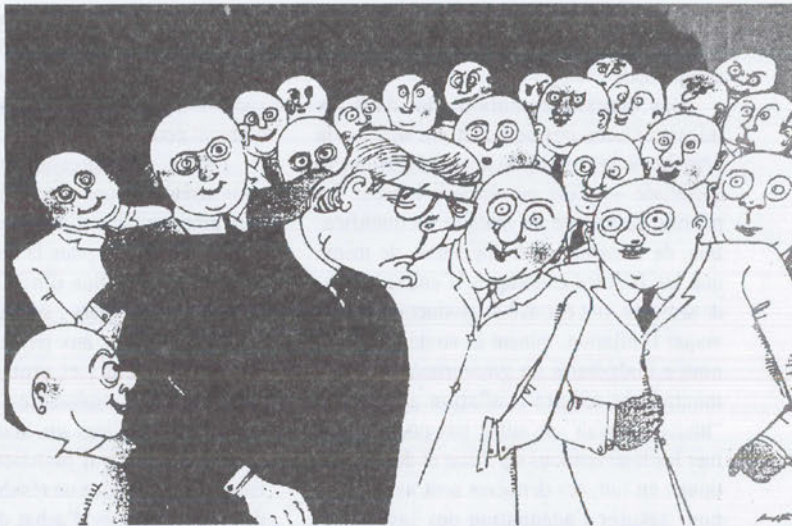
La réorganisation de la production s'est accompagnée de défaites successives des syndicats. Dans la décennie 1979-1989, le taux de profit a augmenté jusqu'à atteindre son niveau de 1970 — ce qui ne constitue pas un "boom", mais représente une hausse substantielle. Comme d'habitude, le capital

britannique s'en est mieux sorti que l'économie britannique : l'abolition des contrôles, mise en œuvre par Thatcher, a permis une exportation de capitaux — 53 milliards de livres pour 1989 seulement.

Mais, pour le capital, les problèmes les plus importants demeurent. Le taux des investissements productifs nationaux n'était pas supérieur, à la fin des années 80, à celui de la fin des années 70 — une performance bien inférieure à celle d'autres pays de l'OCDE —, et une proportion croissante de ces investissements s'est faite dans l'immobilier plutôt que dans des usines. L'investissement productif net dans l'industrie était, en réalité, négatif entre 1981 et 1984. Des branches entières de l'industrie, notamment l'industrie informatique, ont été rayées de la carte dans les années 80. La plupart des phases de plus haut niveau de la production ont été transférées à l'étranger, laissant sur place la production nécessitant peu de qualification et répétitive. La présente crise découle de ce manque d'investissements industriels.

Le refus du thatchérisme de mener une politique industrielle a été un facteur crucial dans ce désastre. Les économies actuelles des pays impérialistes sont hautement socialisées. C'est-à-dire que nombre d'investissements se font sur le long terme et nécessitent un environnement planifié ; les projets des entreprises sont hautement dépendants de ceux des autres, mais ne peuvent pas être aisément ou rapidement modifiés ; enfin, il y a beaucoup de secteurs essentiels de la production dans lesquels le capital répugne à investir parce qu'il est difficile, voire impossible, de les maintenir dans le privé tant ils impliquent un travail qualifié et des technologies de pointes. Pour que l'accumulation du capital se fasse effectivement, ces liens d'interdépendance nécessitent une organisation entre, et même contre, les intérêts et des firmes et des travailleurs.

Cette socialisation de la production s'est développée inexorablement durant l'histoire du capitalisme. Les deux industries impérialistes les plus efficaces de l'après-guerre, celles de l'Allemagne et du Japon, ont été marquées par une forte socialisation ; organisée en Allemagne par les banques et la collaboration formelle entre les employeurs



et les syndicats, et au Japon par des planifications conjointes entre les grandes entreprises de chaque secteur et l'Etat.

Le néolibéralisme ne voit que les effets négatifs de la socialisation du capital : la protection des entreprises, la fermeture de secteurs entiers aux investissements, l'influence excessive des travailleurs et l'exposition de l'Etat aux pressions des intérêts particuliers. Dans sa croisade contre ces rigidités, il ne parvient pas à trouver les formes nécessaires de socialisation.

Les conservateurs se sont, au lieu de cela, reposés sur les économies budgétaires et la "modernisation".

L'absence de préoccupation pour la socialisation a eu des conséquences graves et négatives. La majeure partie de l'industrie britannique a perpétué la tradition de faible développement des produits et des procédés de production, de marketing médiocre et d'absence de planification stratégique et de collaboration. La stratégie de réduction des dépenses budgétaires du gouvernement a fait chœur avec la tradition industrielle britannique ; toutefois, dans le capitalisme tardif, la pure concurrence des prix est une forme très mauvaise d'accumulation du capital.

La myopie patronale

Les succès du gouvernement dans l'affaiblissement des syndicats ont été mis à profit par les employeurs pour augmenter les cadences, la flexibilité du travail effectif et le temps de travail. Mais, de telles formes d'extraction de plus-value ne conduisent qu'à une augmentation temporaire des profits, sauf si elles sont utilisées pour faciliter les innovations technologiques — ce qui n'était pas le cas dans la Grande-Bretagne des années 80. La rationalisation de la production et l'autoritarisme accru ont parfois apporté une petite marge de manœuvre aux employeurs, mais, en tant que procès de travail en système capitaliste, ce schéma est moins efficace que la collaboration active et

l'initiative des travailleurs que les patrons allemands et japonais ont été capables de susciter (2).

Les investissements d'Etat dans les infrastructures physiques et sociales — la branche de la production la plus évidemment socialisée — n'ont pas été à la hauteur. La pénurie résultante en matière de qualification, de transport et de logement, de même que les faillites chaotiques d'entreprises et de secteurs, ont entravé la production et provoqué l'inflation, minant la stratégie d'économie budgétaire du gouvernement. Ceci montre que réduire l'inflation et créer un "marché parfait" ne suffit pas pour supprimer les interventions de l'Etat et des institutions ; en fait, ces dernières sont nécessaires pour assurer l'adéquation des investissements et donc l'adéquation de l'offre.

De la propriété publique au monopole privé

La nécessité objective de la socialisation se manifeste dans les difficultés des conservateurs à privatiser les fonctions de l'Etat (fourniture d'électricité et de gaz, télécommunications, etc.). Dans la plupart des cas, la privatisation s'est résumée à la création d'un monopole privé dont les prix élevés sont, en dernière analyse, une projection des profits des autres secteurs du capital, et qui sous-investissent systématiquement. Les tentatives pour que les capitaux privés investissent dans les écoles technologiques spécialisées, par exemple, ont échoué et on a pu assister à des farces comme l'annulation d'une nouvelle ligne de métro, dans l'Est de Londres, à cause de la faillite du promoteur de l'immense quartier de bureaux de Canary Wharf, sur les quais de la Tamise.

De même, les essais d'introduction de pseudo-marchés et de compétition internes au sein du service national de la santé et de l'éducation ont manqué leur but qui était de dépolitiser ces services. Au contraire, ils ont mis en lumière les coûts et les bénéfices des différentes parties de ces services et ont encouragé de nouveaux conflits pour plus de ressources. La nature sociale et politique inhérente à ces services a trouvé une nouvelle façon de se manifester.

Puisqu'il manquait de toute stratégie industrielle positive qui puisse guider ses investissements, le gouvernement a été plus vulnérable aux pressions pour faire de la charité. La société libérale britannique se

reflète dans une culture qui vénère les gains à court terme. En l'absence d'une culture de collaboration dans la production, la cohésion sociale dépend des rentrées immédiates d'argent pour le capital et le travail.

En fait, les conservateurs n'ont rien fait pour arrêter, et ont perpétué, des pratiques gouvernementales d'aumône qui sont coûteuses et inutiles pour le capital dans son ensemble : réduction d'impôts pour l'achat de biens immobiliers ; subsides aux promoteurs immobiliers, aux paysans et à l'industrie d'armement ; et protection pour les entreprises privatisées. Ces aumônes faites au capital sont allées aux branches les moins innovatrices et qui prenaient le moins de risques. La faiblesse ne réside pas seulement dans ces pratiques d'achat du soutien politique (bien qu'elle existe là aussi), elle découle surtout de l'absence de stratégie.

La même faiblesse repose sur le relâchement du contrôle monétaire et du crédit par les conservateurs, au milieu des années 80, parallèlement au "boom" économique sous Reagan aux Etats-Unis. Il est évident qu'en période de crise le capital lui-même tend à s'endetter pour régler ses problèmes ; et des tentatives de récolter des profits par la spéculation causent périodiquement une inflation des valeurs du capital (la Bourse de

la marche arrière : la montagne de dettes sans précédent menace maintenant, à la fois, les investissements productifs et le système bancaire international, tandis que l'endettement des consommateurs réduit la demande (3).

Les rêves de "modernisation"

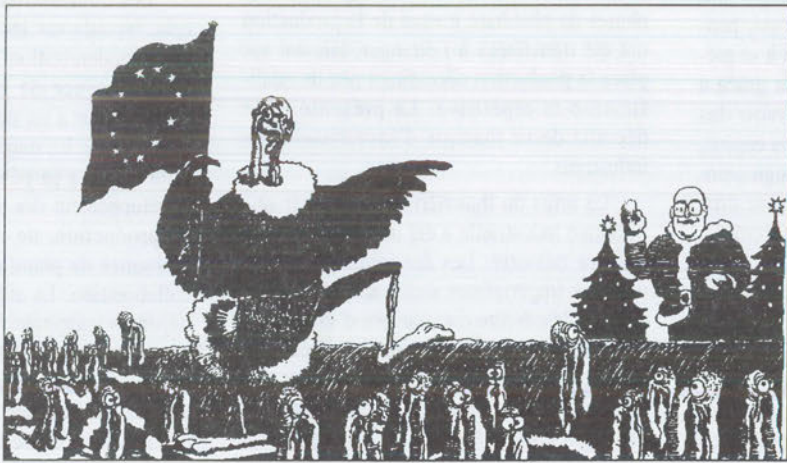
Ces contradictions montrent à quel point la vision eurocommuniste britannique, qui a eu son heure de gloire — promue par le très influent journal *Marxism Today* — est illusoire ; elle affirmait que le thatchérisme avait créé une nouvelle économie politique hégémonique. En réalité, la stratégie des conservateurs, malgré sa puissante logique, pêche par son incapacité à mettre en œuvre la socialisation de la production.

L'échec du néolibéralisme donne une crédibilité renouvelée au projet de "modernisation" du capitalisme britannique. Ce projet a une longue histoire, qui remonte au milieu du XIXe siècle, quand les faiblesses productives de la Grande-Bretagne avaient été, pour la première fois, mises en évidence.

Les "modernistes" veulent rendre la Grande-Bretagne plus semblable à l'Allemagne, à la France dirigiste ou, dernièrement au Japon. Ils veulent défendre l'industrie nationale et la politique du gouvernement plutôt que la City de Londres, avec ses priorités d'investissement à l'étranger et de profits à court terme. La livre semble être chroniquement surévaluée dans l'intérêt du capital financier ; les "modernistes" voient d'un bon œil la dévaluation actuelle. Ils veulent que l'industrie productive elle-même accorde plus d'importance à la planification à long terme et à

la coordination entre branches. Il faudrait, à leur sens, plus de collaboration institutionnalisée entre capital et travail, à travers l'embauche plutôt que par le chômage — un changement important par rapport à la médiation par le seul argent.

Ce projet s'appuie sur une logique réelle et s'adresse non seulement aux travailleurs mais aussi au capital dans la mesure où celui-ci est toujours dépendant de l'économie nationale. Par exemple, les actions des quatre grandes banques britanniques, qui sont fortement internationalisées, se sont



Tokyo en est l'exemple le plus spectaculaire de ces dernières années).

Mais, tant en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis, le gouvernement a cédé aux pressions du capital et s'est plié à la déflation exigée par le néolibéralisme. Ce n'est pas un hasard si ces pays sont les deux plus libéraux parmi les pays impérialistes, sans aucune stratégie.

Cela a abouti à ce que, alors que des pans entiers du capital manufacturier faisaient faillite, il y ait un énorme développement du capital des secteurs des services d'affaires et de la consommation, de l'immobilier et boursier. Cet excès de capital fait baisser le taux de profit. Le keynésisme de Reagan/Thatcher a aujourd'hui fait

2) John Holloway, "The red rose of Nissan", *Capital and Class* n° 32, 1987.

3) Ernest Mandel, "The twilight of monetarism", *International Viewpoint*, n° 235, 14 septembre 1992.

plus mal comportées dans les années 80 que celles des compagnies industrielles. Elles ont été frappées par l'échec des investissements d'outre-mer, par la faiblesse de l'économie intérieure et, maintenant, par la dévaluation forcée. La Grande-Bretagne leur importe encore un peu. Une autre version "douce" de la "modernisation" a été tentée par les gouvernements conservateurs et travaillistes des années 60.

C'était l'essence de la stratégie économique alternative qui disposait du soutien massif des travaillistes dans les années 70. Ces dernières années, un *remake* de cette stratégie a été mis en avant par l'éminent parlementaire de la gauche du Parti travailliste, Ken Livingstone, et par des staliniens de gauche : contrôle sur les exportations de capitaux et sur le crédit ; réduction des dépenses militaires pour financer des investissements industriels et dans l'éducation, et peut-être des nationalisations sélectives pour créer des "pôles d'entraînement" (4).

Pressions du patronat

Sous le gouvernement conservateur, il y a eu continuellement des pressions de la part des organisations patronales demandant au moins certains éléments de "modernisation", comme des dépenses accrues en matière d'infrastructures et un soutien ciblé à l'industrie. De nombreux "comités locaux" et autres agences économiques ont tenté de mettre en œuvre des stratégies de "modernisation" locale avec le soutien du capital et des travailleurs, et ce, avec des moyens limités.

Si la "modernisation" était réalisée comme le proposent ses défenseurs, elle bénéficierait indubitablement à l'accumulation du capital en Grande-Bretagne. Et, bien que l'internationalisation de l'argent, de la production et de la connaissance fasse plus que jamais "prendre l'eau" à toute action nationale pour la socialisation, certains aspects de la socialisation peuvent encore être réalisés au sein d'une économie de la taille de celle de la Grande-Bretagne (5).

La "modernisation" a potentiellement un grand pouvoir de séduction, elle prétend affronter les problèmes de la production avec une approche teintée de "bon sens" nationaliste.

Mais le projet rencontre des obstacles majeurs. Tout d'abord, malgré les appels à la solidarité nationale, elle devrait constituer un fardeau pour certains secteurs. Le gouvernement serait contraint d'arrêter de nombreuses aumônes traditionnelles de façon à utiliser l'argent de façon plus productive.

La restructuration de l'industrie implique que des entreprises pâtissent pour que l'industrie dans son ensemble en profite.

Si le chômage venait à ne plus être utilisé pour modérer les salaires, une politique gouvernementale des revenus devrait certainement l'être. De plus, malgré les promesses des "modernistes" d'une plus grande égalité, la socialisation est intrinsèquement injuste. Ses bénéfices profitent de façon disproportionnée à certains secteurs de l'industrie — par exemple, ceux qui nécessitent une technologie de pointe —, à certaines régions et aux travailleurs les plus qualifiés.

Les "modernistes" devront persuader beaucoup de secteurs du capital et les travailleurs de faire des sacrifices pour obtenir les bénéfices promis dans dix ou vingt ans.

Pour un penny...

Voilà pourquoi, en substance, les tentatives successives de modernisation des 140 dernières années ont échoué. L'onde longue actuelle de stagnation rend les choses encore plus complexes. En ces temps difficiles, le capital et les travailleurs sont moins enclins à faire des sacrifices ; la proposition des démocrates-libéraux, lors des élections de 1992, d'ajouter un penny, destiné à l'éducation, à l'impôt sur le revenu a provoqué une chute brutale de leurs voix. L'attitude de prudence du capital britannique sur les sacrifices est dévoilée de façon éloquente par le fait que, pendant les deux dernières années de baisse des profits, les dividendes ont à peine baissé.

Par ailleurs, le capital international a essayé de répondre à la crise en tentant d'augmenter sa mobilité et d'affaiblir les entraves institutionnelles. Le capital mondial a également conscience que, tout particulièrement après le "boom" inflationniste du milieu des années 80, il y a un besoin permanent de dévalorisation du capital. Il n'y a, donc, pas que des maladies britanniques.

Au Japon, par exemple, le système de propriété par holding, qui a été une méthode de planifications à long terme pour protéger les entreprises des pressions à court terme de la Bourse, subit les attaques des capitaux des Etats-Unis qui veulent pénétrer au Japon. Les compagnies japonaises elles-mêmes sont en train d'affaiblir leur système d'assurance d'un "travail pour la vie" pour être plus mobiles. Cela ne signifie pas que toutes les formes sont en train d'être détruites, mais que c'est une tendance très forte. En Grande-Bretagne, cette tendance accentue les comportements traditionnels du capital.

Beaucoup de "modernistes" espèrent qu'un approfondissement de l'intégration européenne attirera la Grande-Bretagne vers les formes de régulation économique plus socialisées qui prévalent sur le continent. La réalité est exactement le contraire. Bien que la CE avance certaines politiques d'investissement industriel, ses politiques centrales

visent à supprimer les entreprises qui ont un "excès de capacité" et à l'arrêt des subsides nationaux pour l'industrie jugés "perturbateurs" ; cela contribue à affaiblir la socialisation. De surcroît, le SME et le libre échange interne ont nécessairement un effet déflationniste sur les pays qui ont les économies les plus faibles, comme la Grande-Bretagne.

Pour finir, la socialisation tend à donner à la classe ouvrière des moyens de pression accrus sur le patronat et le gouvernement. Cela ne comporte pas de danger pour le capital si le mouvement ouvrier est très faible — comme c'était le cas dans l'Allemagne de l'Ouest de l'après-Seconde Guerre mondiale. En Grande-Bretagne, malgré les défaites infligées aux syndicats, le capital n'est pas convaincu que les travailleurs soient suffisamment "disciplinés" pour ne pas utiliser les opportunités créées par des initiatives de modernisation pour défendre leurs propres intérêts. C'est seulement à un niveau local, là où le travail est géographiquement fragmenté et dépendant, que le capital a été assuré de garder le contrôle de la "modernisation" (6).

Ces contradictions expliquent pourquoi le capital, bien qu'il ait exigé du gouvernement une plus grande attention pour la "modernisation", et soutenu des initiatives locales, a rejeté tout projet de "modernisation" systématique. Les conservateurs "modernistes", comme Michael Heseltine, ont peu de poids dans le gouvernement Major.

Pas tout-à-fait capitaliste ?

Le Parti travailliste n'a pas réussi à obtenir le soutien d'une quelconque portion significative du capital industriel lors des élections d'avril 1992, malgré le fait que son programme était une copie conforme de ses exigences.

La timidité avec laquelle la bureaucratie travailliste brandit la bannière de la modernisation, malgré le terrible état de l'économie productive, reflète les problèmes qu'elle comporte pour les travailleurs et surtout pour le capital.

La crise ouverte du néolibéralisme a produit non pas une alternative moderniste mais une paralysie de la bourgeoisie et des réformistes.

Le projet de "modernisation" subordonnerait les travailleurs au capital d'une manière nouvelle, plus consensuelle et coopérative. Il devrait être rejeté pour cette seule raison. Mais il est aussi important de voir son caractère utopique : les travailleurs

4) N. Costello, J. Michie, S. Milne, *Beyond the casino economy*, Verso, Londres, 1989.

5) Pour un point de vue différent, voir E. Mandel, *op.cit.*

6) Aram Eizenschitz et Jamie Gough, *The politics of local economic policy*, Macmillan, Londres, à paraître.

et les capitalistes britanniques ont tous de fortes raisons pour rester "non-modernisés".

Une idée influente parmi la gauche britannique, plus systématiquement développée par la *New Left Review* (NLR) [revue théorique indépendante traditionnellement proche de la gauche du Parti travailliste, ndlr], est que la Grande-Bretagne a une classe dominante réactionnaire, pas complètement capitaliste. Cette conception mène naturellement aux projets de "modernisation", une logique récemment exprimée par le soutien de la NLR à une coalition des travaillistes et des libéraux.

Le capital dans ses contradictions

Cette analyse ne voit le capital que sous un de ses aspects — la production, la socialisation, la valeur d'usage, l'enracinement géographique, la collaboration capital-travail — et en ignore l'autre — l'argent, le marché libre, la loi de la valeur et la mobilité. Ce dernier n'est pas moins caractéristique du capital que le premier ; en fait, la prédilection britannique pour l'argent et le marché libre correspond au capital sous sa forme la plus "parfaite".

Il est vrai que ce caractère unilatéral du capital britannique crée des problèmes à l'accumulation nationale. Mais il rend bien service au capital britannique dans ses investissements d'outre-mer, qui développent la division internationale de la production.

La plus puissante des formes du capital, les multinationales, combine maintenant des opérations productives et financières ; c'est particulièrement le cas pour les multinationales britanniques. L'internationalisation, la mobilité et l'affaiblissement de la socialisation sont maintenant des tendances puissantes au sein du capital international, pas seulement en Grande-Bretagne (7).

Il nous faut donc considérer, d'une part, la socialisation et la mobilité, et de l'autre, le capital financier et productif, comme formant des unités contradictoires. Ces unités sont conflictuelles et ce sont ces conflits qui bloquent le projet de modernisation en Grande-Bretagne. Mais leurs composantes dépendent les unes des autres. Cette contradiction crée des tensions et des dilemmes fondamentaux pour le capital international et empêche toute solution simple à la crise. ★

Londres, octobre 1992

Le rail des riches

Les services publics, constitués à partir d'institutions directement ou indirectement dépendantes de l'Etat, ont pour fonction de répondre de manière relativement équitable à des besoins de "base" de l'ensemble des citoyens : école, santé, transports, communications, etc. Ces besoins se sont certes diversifiés et, parfois, la structure des services publics nécessite une réorganisation pour mieux y répondre. Toutefois, aujourd'hui, dans la majeure partie des pays européens se développe — au nom de l'"efficacité" — une offensive de la droite en faveur de la privatisation des services publics, qui met en cause leur fonction initiale.

Les services publics sont soumis à un pseudo-calcul de rentabilité (dans la mesure où ils sont assimilés frauduleusement à une entreprise privée intervenant sur le marché), qui aboutit à une dégradation de leur vocation d'offre équitable de services à la population et de statut de ceux et celles qui y travaillent. Ceci, à son tour, se répercute sur la qualité des services. Derrière cette poussée de privatisations se camoufle la recherche de nouveaux secteurs d'investissements rentables et sûrs pour des fractions du capital qui ne trouvent pas à se valoriser dans la sphère productive.

Afin de mettre en perspective cette question d'importance, nous publions de larges extraits d'un article de Winfried Wolf, économiste et auteur de nombreux ouvrages consacrés à la thématique des transports (voir *Inprecor* n° 334 du 5 juillet 1991), sur les récentes décisions prises en Allemagne dans le sens de la privatisation des chemins de fer.

Winfried WOLF



EN JUILLET 1992, le gouvernement Kohl a présenté une décision capitale pour l'avenir des chemins de fer allemands. Le 1er janvier 1994, les deux compagnies nationales — la Deutsche Reichsbahn

(DR), de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) et la Deutsche Bundesbahn (DB) — seront transférées à une société anonyme nouvellement créée, la Deutsche Eisenbahn Aktiengesellschaft (DEAG).

Initialement les actions de la DEAG seront entièrement propriété de l'Etat fédéral, mais le gouvernement envisage la privatisation de parties rentables. Divers précédents, en Allemagne et ailleurs, montrent où va le cours des choses : la privatisation des chemins de fer japonais en deux étapes, en 1987 et 1991 ; le projet de privatisation de la British Rail ; et le dépeçage de la Bundes-

post en Allemagne, avec le début de la privatisation de la Telekom et des CCP. Pour le moment, on se contente de fonder une DEAG.

C'est, bien sûr, l'argent qui gouverne les chemins de fer : le chancelier Helmut Kohl, le ministre des transports, Günther Krause, et le chef des deux compagnies DR et DB, Heinz Dürr, le disent sur tous les tons : la réforme décidée doit alléger la charge des contribuables. Il est facile de vérifier que, dans les faits, ce sera exactement le contraire. La "réforme" décidée aura pour conséquence :

- le démantèlement du chemin de fer comme entreprise globale ;

- la création d'un chemin de fer pour privilégiés ;

- la destruction de 150 000 à 200 000 postes de travail ;

- la hausse massive des coûts pour les contribuables et les clients du chemin de fer.

Comme d'habitude, on va « privatiser les profits et socialiser les pertes », comme l'a remarqué de façon pertinente Gerfried Scholtz, un des dirigeants du syndicat des chemins de fer fédéraux (1). Cette prise de

1) *Frankfurter Rundschau*, 29 juillet 1992.

7) Pour une critique des positions de la NLR dans une optique similaire, voir Ellen Meiksens Wood, *The Pristine Culture of Capitalism*, Verso, Londres, 1991.

position émane d'une fédération qui a toujours été qualifiée de "corporatiste". A l'opposé, le syndicat des cheminots d'Allemagne, qui s'était en permanence opposé dans ses résolutions à une privatisation, semble avoir effectué un virage à 180 degrés en 1991, du moins pour ce qui est de la majorité de son comité directeur. Il ne critique plus que des détails de la privatisation de la DEAG — il n'est pas encore possible de vérifier dans quelle mesure cette position du comité est partagée par la base.

Ces différentes options, qui traduisent un certain désarroi, se retrouvent chez les Verts, le Verrers Club Deutschland-VCD et également chez des associations comme "Pro-Bahn" et le "Bund". Leur critique de la privatisation des chemins de fer porte seulement sur la forme et sur des détails. La privatisation elle-même n'est pas soumise à une critique fondamentale. Le débat sur la privatisation, qui a eu lieu dans d'autres secteurs comme les PTT, révèle qu'il n'y a pas de résistance significative aux tendances actuelles à la privatisation.

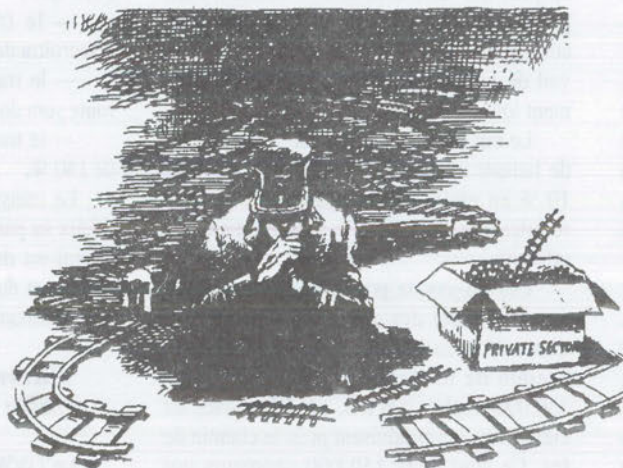
Si la lutte pour l'émancipation, pour l'humanisme et contre la destruction de l'environnement, doit être désormais menée dans des conditions matérielles et idéologiques modifiées, cela ne change rien aux raisons qu'il y a d'être contre la logique du marché et ses tendances destructrices. Cela est justement illustré par l'exemple du projet "DEAG-assainissement des chemins de fer".

Transports publics ou profits privés

« L'économie étatique en général, et dans les chemins de fer en particulier, est inefficace et coûte cher », voilà comment argumentent Kohl, Krause et Dürr. Ils réclament « une orientation selon l'économie d'entreprise » la plus poussée possible, soit la privatisation. Mais personne en Allemagne n'a encore revendiqué la privatisation des douanes, du fisc, des hôpitaux, des écoles, des eaux, ni leur gestion exclusivement selon le profit (2). On considère également raisonnable que l'armée allemande, la Bundeswehr, ne soit pas une armée privée, surtout quand on envisage de la faire intervenir bientôt en dehors d'Allemagne.

Là où toutes ces activités étaient ou sont confiées au privé, cela s'accompagne de désavantages sérieux pour la collectivité : par exemple, les droits de douane et les impôts étaient collectés dans l'Ancien régime par des entrepreneurs privés, fermiers d'impôts, etc. ; au Moyen-Age, les armées privées menaient des guerres privées, selon

le principe de "tous contre tous", ce qui est d'ailleurs tout à fait d'actualité en Yougoslavie ; les écoles privées signifient formation pour quelques privilégiés seulement ; quant



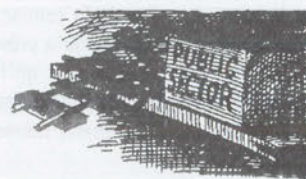
à la privatisation des eaux, elle a conduit en Grande-Bretagne, depuis les années 80, à une détérioration encore plus grave de la qualité des eaux.

Dans certains secteurs, et pour certaines prestations de services, il faut, si l'on veut qu'ils soient gérés à la satisfaction générale, que d'autres critères que celui du profit maximum soient au premier plan. Cela était traditionnellement considéré de la sorte, même d'un point de vue bourgeois recherchant l'"intérêt général" à long terme. Cela vaut pour les transports publics en général, et pour les chemins de fer en particulier.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les chemins de fer étaient dans leur majorité privés. Partout dans le monde, ils ont été nationalisés dans la mesure où il ne s'agissait plus d'exploiter quelques lignes rentables, mais d'assurer un réseau national global généralisé.

Là où les chemins de fer sont restés privés jusqu'à aujourd'hui, comme aux Etats-Unis, ils ont été largement détruits. Là où l'Etat les a pris en charge tout particulièrement, ils sont encore dans un excellent état (par exemple en Suisse, certainement en partie encore en Allemagne). Là où les chemins de fer ont été privatisés comme récemment au Japon, il s'en est suivi un démontage massif de lignes, de nombreuses pertes d'emplois, un recul des normes de sécurité, une augmentation des accidents et une hausse massive du prix des billets.

La privatisation des lignes de bus en Grande-Bretagne a eu les mêmes conséquences. Depuis leur privatisation, il y a trois ans, il n'y a eu aucun investissement nouveau : on consomme strictement le capital ; l'âge moyen du matériel roulant a augmenté presque exactement parallèlement au temps écoulé depuis la privatisation, et atteint entre-temps douze ans ; les horaires de circulation ont été rognés, et les prix des



billets massivement élevés. Les planificateurs des transports britanniques voient avec effroi se rapprocher l'année 1993, quand les transports publics londoniens seront privatisés à leur tour, ce qui devrait leur donner le coup de grâce alors qu'ils sont aujourd'hui encore relativement efficaces.

Il y a dette et dette

Lorsque messieurs Kohl, Krause et Dürr affirment que « la Bundesbahn et la Reichsbahn en tant que chemins de fer sont un insupportable puits à subventions sans fond », ils escamotent un aspect essentiel de ce déficit. En effet, le déficit officiel des deux compagnies totalise en 1992 environ 6 milliards de deutschemarks (DM). Or, quatre cinquièmes sont constitués par les intérêts d'une dette de 55 milliards de DM accumulée en 45 ans. Cette dette résulte d'une politique des transports qui a favorisé, et subventionné, pendant des décennies, la circulation routière. En même temps, on n'a cessé de charger le chemin de fer de tâches d'intérêt général. Il ne s'agit donc pas d'une dette du chemin de fer, mais d'une dette de l'Etat. Si elle était considérée ainsi et si ses intérêts étaient mis entre parenthèses, le déficit annuel des deux compagnies se réduirait, même dans le contexte de la politique des transports favorable à la route, à 1,5 milliards de DM.

Une politique des transports qui s'orienterait, ne serait-ce que prudemment, vers une option écologique traiterait ce déficit tout différemment. Par exemple, une hausse de 0,20 DM seulement par litre de l'impôt sur les carburants liquides dégagerait par année 8 milliards de DM supplémentaires. Cet argent utilisé effectivement pour les transports publics et le chemin de fer, non seulement effacerait leur déficit, mais permettrait de les moderniser et de les développer substantiellement.

« La DEAG sera d'entrée libre de dettes. Ainsi, on ouvre de nouvelles perspectives au chemin de fer en Allemagne », annoncent messieurs Kohl, Krause et Dürr. Jusqu'à présent seuls ceux qui voulaient développer le transport ferroviaire avan-

2) La situation en France est un peu différente puisqu'un certain nombre de ces services sont déjà privatisés ou sont en voie de l'être, entièrement ou partiellement : eaux, Télécoms, hôpitaux, etc.

caient la revendication de la remise de la dette des chemins de fer. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral répondait qu'il était impossible de financer une telle remise de la dette. Assiste-t-on donc quand même à un revirement ?

Malheureusement, il y a désendettement et désendettement. Nous revendiquons un désendettement des chemins de fer, afin que ceux-ci soient déchargés de leur très vieille dette et puissent librement se consacrer à leurs tâches de transport et de services envers la collectivité, et pour que la part du rail dans le volume total des transports puisse croître à nouveau et que celle du transport individuel recule. Kohl, Krause et Dürr, eux, n'envisagent un désendettement justement qu'en lien avec la création de la DEAG, c'est-à-dire dans la perspective de la privatisation. Ils savent bien que des privés ne peuvent s'intéresser à acheter la DB, la DR ou des parties d'entre elles que si elles n'ont pas de dettes.

Réduction du personnel et priorité à la route

Privatiser veut dire se concentrer sur les domaines rentables et rejeter les secteurs déficitaires, qui seront supprimés ou proposés aux communes et aux *Länder* pour qu'ils les reprennent. Dans le projet DEAG, le désendettement est proposé dans un contexte qui produira les résultats opposés à ceux envisagés par tous ceux qui veulent développer le transport par rail : celui-ci sera progressivement démonté et le transport privé connaîtra une nouvelle croissance. Kohl, Krause et Dürr ont changé radicalement leur position sur la dette des chemins de fer sans changer leur objectif stratégique.

Jusqu'à présent, la dette était mise en relief pour diffamer le rail en le présentant comme non rentable et pour justifier son affaiblissement continu. La revendication du désendettement, qui aurait pu restaurer la rentabilité du rail, fut rejetée durant des décennies. Aujourd'hui, on propose tout à coup un désendettement aux frais du contribuable évidemment, mais dans des modalités qui conduiront au travers de la privatisation à un démontage accru du transport par ferroviaire.

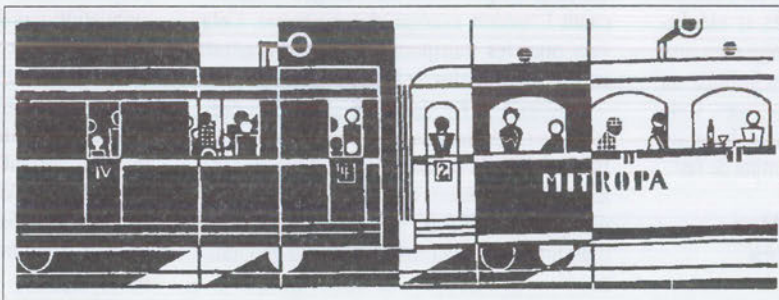
Entre 1980 et 1991, la DB a supprimé 120 000 postes de travail. Les conséquences en sont aujourd'hui 6 millions d'heures supplémentaires non compensées, dont environ 2 millions chez les seuls conducteurs de locomotive.

Dans le trafic régional et local, les horaires de fonctionnement ne cessent de

baïsser, les normes de sécurité réduites, les services offerts détériorés, par exemple dans le transport des bagages ou des vélos. La rémunération des employés du rail se situe au plus bas de l'échelle des salaires, bien plus faible que dans d'autres professions comparables qui connaissent également travail de nuit et de week-end ou en déplacement loin de chez soi, etc.

Le but déclaré, en fondant la DEAG, est de baisser encore les salaires : on parle de 10 % en moins. Mais surtout, il s'agit de réduire encore une fois massivement les effectifs.

Ces projets de privatisation ne tiennent aucun compte des coûts qu'entraînera la diminution du personnel. Une réforme du chemin de fer fera disparaître au moins 150 000 emplois à la DB, à la DR et dans les entreprises qui produisent pour le chemin de fer. Ce sont donc 150 000 chômeurs qui s'ajouteront aux 3 millions recensés officiellement en juillet 1992 (en fait 3,8). Ils coûteront environ 4,5 milliards de plus par an en indemnités de chômage, aide sociale, aide au logement, etc. Soit presque l'équivalent du déficit annuel des chemins de fer allemands. Sans compter les coûts sociaux qui en résulteraient si la privatisation faisait reculer encore plus le transport par rail et croître celui par route. Par exemple, les "coûts" qui accompagnent la souffrance humaine et le



grand nombre de morts (11 248 en 1991) et de blessés (503 636 en 1991) sur les routes [chiffres pour l'Allemagne, ndlr].

De nos jours, il est plus facile de prédire exactement le chiffre des morts de la circulation que l'évolution du produit social brut : dans les dix années à venir, environ 100 000 personnes seront tuées sur les routes allemandes, et 1 million gravement blessées, souvent marquées à vie.

Il est caractéristique que ces coûts spécifiques du transport automobile, plusieurs fois plus élevés, par kilomètre parcouru, que pour les autres formes de transport, n'interviennent jamais dans les calculs de ceux qui soulignent au crayon rouge le manque de rentabilité du chemin de fer. La majorité des victimes de la route est constituée d'ailleurs de vieilles personnes, d'enfants et de jeunes, cyclistes et piétons, soit les membres les plus faibles de la société.

Le plan d'ensemble des voies de trans-

port allemandes (GVWP) prévoit une croissance du trafic en général et du trafic routier en particulier. Le GVWP, dans ses pronostics les plus optimistes, envisage d'ici l'an 2010 que :

- le trafic automobile individuel s'accroîtra de 30 % ;
- le transport de marchandises par la route sera doublé (+ 95 %) ;
- le trafic aérien intérieur augmentera de 140 %.

Le transport par rail, lui, préservera au mieux sa part dans le total, en tout cas pour ce qui est du transport des passagers. Pour ce qui est du transport des marchandises, sa part diminuera encore une fois massivement.

Chemins de fer pour le public ou pour une élite ?

Le GVWP prévoit des dépenses de 108 milliards de DM pour le rail. Mais les investissements dans le réseau de chemin de fer se concentrent en grande partie sur un petit nombre de projets coûteux — les lignes et les trains à grande vitesse. On néglige le trafic régional et local, bien qu'il représente aujourd'hui encore 90 % des passagers transportés et 40 % de la distance parcourue. Cette politique d'investissements est liée étroitement à la création prévue de la DEAG, avec ses privatisations partielles et la destruction du chemin de fer comme système de transport global.

Les privés ne voudront racheter que des trajets ou des services rentables. Ceux qui ne le sont pas au sens de l'"économie d'entreprise" resteront dans tous les cas aux mains de l'Etat.

Dans une première phase, après la fondation de la DEAG, on aura un mélange problématique de portions rentables de plus en plus prises en charge de façon privée et d'autres moins rentables qui resteront propriété de l'Etat.

Dans un deuxième temps, après la création de la DEAG, la pression se renforcera pour que justement les services publics restés aux mains de l'Etat, c'est-à-dire les moins rentables, soient interrompus. Les exploitants privés ne s'arrêteront pas dans des gares peu fréquentées ; il y aura alors d'excellentes raisons de les fermer. La DEAG et l'Etat fédéral proposeront que les *Länder* et les communes reprennent des tronçons peu fréquentés. Mais dans la plupart des cas, cela dépassera leurs possibilités financières et la fermeture se rapprochera d'autant plus.

Certes, nous savons bien qu'il y a des exemples où des chemins de fer communaux ou privés sont couronnés de succès et ont

souvent même fait œuvre de pionniers. Mais cela n'a réussi que sur certains trajets. Avec la DEAG, c'est un tiers du réseau en Allemagne de l'Ouest et jusqu'à la moitié en Allemagne de l'Est qui vont y passer, en un temps où les finances des *Länder* sont en train d'entrer dans la zone rouge.

Au fond, cette réforme du chemin de fer est la continuation de la politique des transports des dernières années axée sur l'automobile : les moins favorisés, ceux qui doivent aller en train à leur travail, ceux qui n'ont pas de voiture, les femmes qui sont moins motorisées que les hommes, les vieux, les jeunes en formation, les handicapés, les habitants des campagnes, les salariés des chemins de fer, tous ceux-là seront encore plus défavorisés et leur mobilité décroîtra. Ce sont les vrais perdants de cette prétendue réforme.

Pour une politique alternative des transports

Ce qu'il faut, c'est un vrai tournant dans la politique des transports. On pourrait énumérer les lignes de force.

- Eviter le trafic. Il faut une "politique structurelle du plus court chemin", qui raccourcisse à nouveau drastiquement les distances entre les logements, les liens de travail, les lieux d'achat et de loisirs.

- Promouvoir massivement le trafic non motorisé : piétons, vélos.

- Donner catégoriquement la priorité aux transports publics aux dépens du trafic automobile.

- Moderniser et développer l'ensemble du réseau ferroviaire européen au lieu de prioriser quelques lignes rapides aux dépens du reste.

- Mettre fin, de cette façon, aux transports aériens intérieurs.

- Pas de privatisation de la DEAG et donc opposition politique à la modification de la Constitution fédérale nécessaire pour privatiser le chemin de fer et pour abolir sa mission d'intérêt public.

- Arrêt du projet mégalomane de train magnétique à grande vitesse Hambourg-Berlin, qui ne fait que concurrencer le chemin de fer. Répartition du crédit de 10 milliards de DM qui lui est attribué en faveur de l'ensemble des objectifs proposés ici.

- Hausse du prix de l'essence par une hausse de la taxe dans une mesure qui permette de financer la modernisation du chemin de fer et des transports publics en général. ★

Cologne, septembre 1992

Première grève européenne



Le 27 octobre 1992 a eu lieu la première grève européenne. A l'appel de 26 syndicats de cheminots, plusieurs arrêts de travail ont plus ou moins perturbé les transports ferroviaires dans les différents pays de la Communauté européenne (CE). Le mouvement, présenté par la presse comme une action symbolique, a été bien plus suivi que prévu.

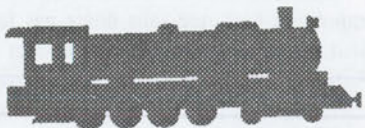
En France, le mouvement était soutenu par tous les syndicats (Confédération générale du travail — CGT, Confédération française démocratique du travail — CFDT, Force ouvrière — FO, Confédération française des travailleurs chrétiens — CFTC, Confédération générale des cadres — CGC, et les syndicats autonomes) mais les cheminots ont largement dépassé le mot d'ordre européen d'une heure de grève. En fait, les débrayages ont débuté la veille à vingt heures, et le trafic a été paralysé durant toute la journée un peu partout. Le même jour, une manifestation massive a eu lieu devant la direction de la Société nationale des Chemins de fer français (SNCF). En Belgique et en Grèce, le trafic a été totalement interrompu entre onze heures et midi. Au Portugal, où seule la Confédération générale du travail CGT appelait à participer au mouvement, 20 000 cheminots ont débrayé.

Dans certains pays, les cheminots ont dû contourner les lois syndicales limitant le droit de grève. En Allemagne, où le droit de grève est limité aux revendications de type économique, et en Grande-Bretagne, où les grèves de solidarité sont interdites. Dans ces deux pays, les cheminots ont mené toutes sortes d'actions, de la distribution de tracts aux meetings et sittings.

Cette première grève coordonnée à l'échelle européenne prétendait protester contre les menaces qui pèsent sur l'ensemble des transports ferroviaires en Europe, et surtout, contre la directive européenne du 20 juin 1991, adoptée par les douze ministres des Transports qui prévoit « l'assainissement de la structure financière des sociétés de chemins de fer ». Mais, les politiques mises en place ont, dans la plupart des pays, devancé cette directive : projet de privatisation des chemins de fer dans la plupart des pays (voir l'article sur l'Allemagne ci-contre), restrictions budgétaires. Partout, la notion de rentabilité a remplacé celle de service public.

Dès 1994, la British Rail, en Grande-Bretagne, sera scindée en deux sociétés : l'une publique, qui sera chargée des voies, et l'autre qui gèrera le transport de passagers et le fret, et qui sera privatisée par parties. En France, la politique de la SNCF est depuis des années déjà engagée dans la voie de la "rentabilité" aux conséquences désastreuses : vieillissement du matériel ; réduction des horaires de services ; priorité aux transports à grande vitesse (TGV) et de prestige, au détriment du réseau local et régional. La suppression de dizaines de milliers d'emplois et le vieillissement du matériel font peser de graves menaces sur la sécurité des agents et des voyageurs. L'accident de la gare de Lyon à Paris, qui avait fait 57 morts, en 1988, n'est pas seulement dû à une enchaînement fatal.

Les grandes centrales syndicales n'ont rien fait jusqu'à présent pour riposter aux mesures antisociales qui accompagnent le processus d'unification européenne. Les plans d'austérité déjà appliqués ou qui se préparent dans la plupart des pays européens contraignent les bureaucraties syndicales à organiser des semblants de riposte au risque de perdre encore plus d'adhérents (c'est le cas de l'Etat espagnol) ou de se voir débordées par la base (comme en Italie). C'est ce qui explique l'organisation de cette journée de grève européenne dont le succès montre la colère qui monte dans la plupart des pays et la nécessité d'organiser une riposte coordonnée. ★



Informations extraites de Rouge, 29 octobre 1992



L'ENSEMBLE des offres constitutionnelles (voir encadré ci-contre) a été rejeté par une nette majorité des électeurs dans les provinces de l'Ouest et dans la province à majorité francophone du

Québec. Elles ont été approuvées de justesse dans la plus riche et la plus peuplée des provinces, l'Ontario, et n'ont été soutenues par une franche majorité que dans trois des quatre petites provinces de la côte atlantique et dans l'un des territoires du Nord faiblement peuplé.

Le gouvernement du Premier ministre conservateur, Brian Mulroney, avait convoqué le référendum début septembre 1992, après avoir obtenu l'accord des dirigeants des dix provinces canadiennes et d'un délégué de chacune des nations indiennes — celles vivant en réserve, et celles vivant en dehors — des Inuits ("Eskimos") et des Métis (d'autochtones et d'Européens). Les cinq derniers jours de la rencontre qui a produit le projet de modification constitutionnelle ont eu lieu à Charlottetown, capitale de la province atlantique des Îles du prince Edward.

A Charlottetown, la préoccupation constante du gouvernement et de ses partenaires provinciaux a été la nécessité d'annuler le référendum de souveraineté pour le seul Québec, prévu pour le 26 octobre 1992, en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale québécoise à l'automne 1990, après l'échec des accords du Lac Meech, la première tentative de ramener le Québec dans le giron de la Constitution (1).

Sur cette question au moins, les dirigeants fédéraux et provinciaux ont parlé d'une seule voix — contre le droit des Québécois, qui représentent 25 % de la population, de décider librement de leur propre avenir politique, et pour la préservation à tout prix du "Canada uni".

En fait, le référendum était conçu comme le point culminant d'une vaste contre-offensive fédéraliste, dont la cible principale ont été les "séparatistes québécois", que Mulroney a surnommés "les ennemis du Canada". Cette contre-offensive comprenait une campagne médiatique éclair de propagande, financée par le gouvernement, sur l'unité canadienne, et un mélange de menaces et de sombres prévisions sur les conséquences pour le Canada anglophone et le Québec, d'une indépendance de ce dernier. Le gouvernement des États-Unis y a mis du sien en annonçant qu'un Québec indépendant ne serait pas automatiquement admis dans le club exclusif des signataires de l'Accord de libre échange nord-américain (NAFTA) (2).

On a même évoqué sérieusement le besoin éventuel d'une intervention militaire contre un Québec souverain, dont la mission consisterait à récupérer les régions majoritairement anglophones pour les intégrer dans le territoire canadien.

Le dispositif du référendum a été finalement mis en place par le vote précipité d'une loi, à la fin de l'été 1992, dans les semaines précédant Charlottetown. Cette loi, qui fixait le déroulement du scrutin hors du Québec (3), ne prévoyait aucune limitation en matière de dépenses — selon toute évidence, les conservateurs ne voulaient pas que le soutien de leurs riches amis soit entravé.

Pendant ce temps au Québec, le dirigeant anti-indépendantiste, Robert Bourassa, s'est employé à contenir le sentiment populaire favorable à la souveraineté — manifeste même au sein de son Parti libéral. Il a tout d'abord joué sur la corde nationaliste (en suspendant temporairement toute discussion publique avec les autres gouvernements et en appelant à un référendum sur la souveraineté), puis il a repoussé le référendum d'un an, pour finalement accepter de le remplacer par une consultation pan-canadienne sur les propositions de Charlottetown, dans l'élaboration de laquelle le Québec n'a joué aucun rôle.

Qui a voté non ?

Pourtant, il était clair que toute tentative de fermer ce chapitre explosif de l'histoire politique du Canada serait vouée à l'échec. D'abord et avant tout, parce que les aspirations dont ont fait preuve la majorité des Québécois sont bien plus fortes que ce qu'avait escompté l'establishment canadien.

Des sondages effectués pendant les deux dernières années ont montré qu'un soutien nettement majoritaire en faveur de la "souveraineté" existe au Québec — certains voulant l'indépendance, et d'autres un fort degré d'autonomie à l'intérieur d'une Confédération canadienne radicalement révisée. Les trois principales confédérations syndicales du Québec ont pris des positions indépendantistes, et les principales organisations de femmes et d'étudiants se sont déclarées en faveur de la souveraineté.

Alors que 56 % des Québécois ont voté non, des analyses consécutives au vote affirmaient que les chiffres seraient plus élevés pour la population francophone, avec 65 % — tandis que 85 % des anglophones québécois auraient voté oui.

Les résultats constituent un revers important, bien que sans doute pas fatal, pour le Premier ministre Bourassa et son Parti libéral du Québec. Durant la campagne référendaire, le rejet majoritaire des accords de Charlottetown était évident dans tous les

Le réfé boom

La victoire du non lors du référendum a constitué une défaite majeure

Les chefs d'entreprise, les trois principaux médias et des élites politiques constitutionnels dans l'espoir que leur adoption frappé le pays dans les deux dernières années

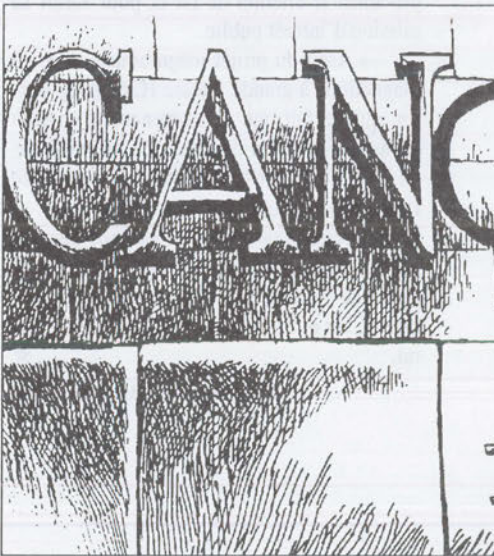
Raghu

sondages ; mais les libéraux devançaient le Parti québécois (PQ) de quelques points. Des élections provinciales doivent avoir lieu en 1994 ; Bourassa a annoncé avec assurance qu'il ferait de l'opposition à la souveraineté le thème principal de sa campagne.

En vérité, malgré sa défaite au référendum, Bourassa dispose d'une marge de manœuvre considérable.

Le PQ, dirigé par Jacques Parizeau, qui a mené le camp du non lors de la campagne référendaire au Québec, espère chevaucher la vague nationaliste pour parvenir au pouvoir sans présenter aucun projet ni aucune stratégie de sécession du Québec vis-à-vis de la fédération.

Parizeau a déclaré que la priorité absolue du PQ était l'économie — ce qui, étant donné les renoncements successifs de son parti en la matière jusqu'à ses prétentions



endum- erang

sur la Constitution, le 26 octobre 1992, a
ur l'establishment canadien.
tis et la grande majorité des universitaires
appuyaient l'ensemble des changements
et traitait un terme à l'instabilité politique qui a
(voir *Inprecor* n° 352 du 8 mai 1992).

SHINAN

sociales-démocrates des années 70, ne laisse
rien présager de bon. De plus, le mouvement
ouvrier québécois, traditionnellement très
militant, traverse l'une des ses périodes les
plus calmes, un phénomène qui n'est pas
sans rapport avec les liens ininterrompus
entre la bureaucratie syndicale et le PQ.

Les Premières nations

Bien entendu, les aspirations populaires
québécoises ne constituent pas le seul "pro-
blème" auquel l'establishment canadien soit
confronté. Il doit aussi faire face à une radi-
calisation grandissante des nations autoch-
tones du Canada — les Premières nations
—, particulièrement depuis les affronte-
ments de l'été 1990, à Oka, au Québec, entre
des membres de la nation indienne Mohawk
en armes, d'un côté, et la police provinciale
du Québec, de l'autre.

Quelques un
des commentateurs
officiels ont expli-
qué la victoire du
"non" comme un
recul terrible pour
les nations indi-
gènes du Canada.
Il est vrai qu'Ovi-
de Mercredi, le
dirigeant de l'As-
semblée des Pre-
mières nations
indiennes (AFN)
était présent à
Charlottetown,
qu'il a fait cam-
pagne pour le oui,



Les accords de Charlottetown

★ QUÉBEC

Le Québec se verra garantir une représentation de 25 % au Parlement fédéral et trois des neuf juges de la Cour suprême. Il sera officiellement reconnu comme une "société distincte" à l'intérieur du Canada « *incluant une majorité francophone, une culture singulière et sa tradition en matière de droit civil* ».

★ PEUPLES INDIGÈNES

Le droit des peuples indigènes à "s'autogouverner" sera inscrit dans la Constitution, en établissant un troisième niveau de pouvoir, similaire à celui des municipalités. La mise en application de ce nouveau niveau de pouvoir sera négociée avec les différents échelons du gouvernement. Si aucun accord n'est trouvé d'ici à cinq ans, la Cour suprême devra trancher. Les lois indigènes ne pourront en aucun cas être contradictoires avec les lois fédérales ou provinciales « *qui sont essentielles à la paix, à l'ordre et au bon gouvernement du Canada* ».

★ SÉNAT

Le Sénat deviendra un corps élu, avec un nombre égal de sénateurs pour chaque province, sans distinction de taille. Ses pouvoirs en relation avec le Parlement seront renforcés, particulièrement en ce qui concerne l'imposition sur les ressources naturelles et l'énergie électrique, et la langue. ★

et qu'il a décrit le résultat du référendum comme un autre exemple du rejet de son peuple par le Canada.

Pourtant, l'AFN elle-même, qui repré-
sente 635 tribus, avait refusé de soutenir
l'accord dans son assemblée générale du 16
octobre 1992.

Plusieurs réserves indiennes sur tout le
territoire, y compris chez les Mohawks
autour d'Oka, ont tout simplement refusé de
prendre part au référendum et ont empêché
aux fonctionnaires chargés des élections de
pénétrer dans leurs terres. L'Association des
femmes indigènes du Canada s'est tout sim-
plement opposée à l'accord, en expliquant
qu'il n'accordait ni l'autodétermination ni la
protection des droits des femmes garantis
par la Charte canadienne des droits.

Le taux de participation des nations
indigènes a été faible et une majorité a voté
non. Les Inuits ont, par contre, été la seule
minorité nationale — avec les Acadiens
(francophones de la côte atlantique) — à
voter massivement pour les accords de Char-
lottetown.

Il y a une nette désaffection parmi de
larges couches d'indigènes — à la fois dans
les réserves et dans les villes — vis-à-vis des
dirigeants "officiels" que Mercredi, le diri-
geant de l'AFN, commence à personnifier.

Finalement, alors que les sommités du
camp du oui voudraient interpréter le non
canadien anglophone comme un phénomène
exclusivement anti-Québec et anti-indigène,
il faut chercher sa vraie source ailleurs —
notamment, dans la haine sans précédent
qui s'est développée contre le gouvernement
conservateur et les conséquences désas-
treuses de sa politique économique.

Le gouvernement conservateur mériterait
de figurer dans le livre des records
comme le plus impopulaire de l'histoire du

Canada — et même de l'histoire de la démo-
cratie bourgeoise occidentale — pour avoir
plané dans les sondages entre 12 et 15 %
pendant les deux années qui ont suivi
l'échec des accords du Lac Meech.

Mulroney a pourtant rendu de bons et
loyaux services à la classe dominante cana-
dienne, en négociant le Traité de libre
échange et la tant détestée taxe sur les biens
et les services. Mais sa plus grande réussite,
qui pourrait avoir un effet boomerang (4), a
été l'annulation du référendum sur la souve-
raineté du Québec — orchestration d'un
grand consensus entre les élites politiques du
Canada anglophone à Charlottetown, y com-
pris la direction du Nouveau parti démocra-
tique (NDP) basé sur les syndicats et la
majorité de la bureaucratie syndicale.

La gueule de bois

Le NDP était porté par une importante
vague montante dans la période immédiate
post-Meech, remportant une série d'élec-
tions provinciales. Pendant un moment, ce
parti a même été en tête des intentions de
vote pour les élections fédérales.

Aujourd'hui, le NDP a subi un recul tout
comme les autres supporters des accords de
Charlottetown. C'est pour cela — et à cause
des programmes d'austérité des gouverne-
ments provinciaux du NDP — que ce parti

1) Sur les accords du Lac Meech et les affrontements, à Oka, en 1990, entre les Mohawks et la police québécoise, voir *Inprecor* n° 315 du 28 septembre 1990.

2) En septembre 1992, un sondage Gallup recensait une opposition de l'ordre de 60 %, au dessus des 51 % enregistrés en avril. L'accord doit encore être approuvé par le Parlement ; les conservateurs vont essayer de mener cela à bien avant de convoquer des élections.

3) Au Québec, le référendum a été mené sous une législation propre, plus juste.

4) Une majorité importante de Canadiens veut que Mulroney démissionne ou convoque immédiatement de nouvelles élections.

s'est trouvé relégué, dans ses bastions traditionnels derrière les conservateurs et les libéraux, et dépassant seulement d'une courte tête le Parti de la réforme, populiste de droite.

Le Parti de la réforme, qui combine un chauvinisme anti-Québec et anti-francophonie avec des thèmes xénophobes et teintés de régionalisme de l'Ouest, a activement fait campagne pour le non — à l'instar du Parti de la confédération des régions, encore plus fanatique. Sans aucun doute, leur message a touché une corde sensible, et leur fortune électorale va sûrement augmenter en conséquence.

Le non de gauche

Néanmoins, l'opposition canadienne anglophone organisée aux accords de Charlottetown ne s'est pas réduite à la droite populiste. Le mouvement des femmes, organisé dans un Comité d'action nationale pour le statut des femmes (NAC), a mis en place des comités pour un non progressiste à Vancouver, Edmonton et Toronto, rejoints par la plupart des femmes actives dans les mouvements antiracistes, syndicaux (5) et pour le droits des gays et lesbiennes ; ces femmes expliquaient qu'un vote oui enterrerait leur sous-représentation dans les institutions du pays, et placerait des obstacles supplémentaires sur la voie d'une législation sociale progressiste. Un rassemblement de groupes de défense de l'environnement s'est opposé aussi aux accords en soulignant l'absence de budget prévu pour la protection de l'environnement. Le NAC a aussi joué un rôle clé dans la période précédant Charlottetown, en se battant, avec succès, par exemple, pour qu'une loi sur l'invulnérabilité de la propriété privée ne figure pas dans les accords.

Comme au Québec, l'impact qu'aura la victoire du non sur les luttes des travailleurs du Canada anglophone n'apparaît pas encore clairement. Si les partisans d'un non de gauche, au Canada anglophone comme au Québec, poursuivent le travail et les échanges dans la période post-référendaire, ils pourraient devenir un pôle d'attraction crédible à gauche dans les mois de profonde instabilité à venir — avec toutes les opportunités et les dangers qu'une telle instabilité ne manquera pas de comporter à la fois. ★

29 octobre 1992

5) Le Syndicat canadien des travailleurs de la poste, fort de 50 000 membres et d'une tradition combative, a été le seul des syndicats importants à se prononcer pour le non — défendant sans ambiguïté le droit du Québec à l'autodétermination.

Le sandinisme à la dérive

Depuis la défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en février 1990 (1), deux questions majeures se posent : d'une part, jusqu'à quel point les acquis de la révolution seront-ils capables de résister ; et, de l'autre, assistera-t-on à un rapide processus de restauration contre-révolutionnaire. Malgré la défaite politique, le changement intervenu dans le rapport de forces n'a pas entraîné l'écrasement définitif des forces sociales et du parti qui avait été le pivot de la révolution sandiniste, le FSLN. Nous reproduisons cet article avec l'autorisation de son auteur ; il a été aussi envoyé à la revue nicaraguayenne *Envio*.

Victor PRISMA



NOTRE propos n'est pas de déterminer s'il y a continuité du processus révolutionnaire ou non — la réponse serait d'ailleurs négative. Aujourd'hui, il faut plutôt analyser l'évolution de l'espace conquis par les forces sociales qui avaient animé la révolution — ce qui détermine si la crise et la stagnation qu'elles subissent actuellement cesseront ou si, au contraire, elles s'installeront, ouvrant la voie à la restauration et à la consolidation hégémonique de la bourgeoisie. C'est ce qui se joue sous le gouvernement de Violeta Chamorro et qui conditionne l'orientation des différentes alternatives politiques et économiques.

Les prises de positions politiques et les intérêts matériels peuvent contribuer à fermer ou non ces espaces et à signer l'arrêt de mort des mouvements sociaux. C'est ce qu'il faut élucider dans l'évolution récente du FSLN.

La thèse centrale que nous soutenons est que le FSLN souffre d'un processus de désorientation politique, qui a débuté avant la défaite électorale et s'est aggravé depuis. Les tensions s'accroissent, produites par les chocs d'intérêts sociaux contradictoires qui ne parviennent pas à s'articuler dans une stratégie favorisant la recomposition politique d'un projet populaire et du FSLN lui-même. Cela contribue à neutraliser les pro-

positions issues des mouvements sociaux et à refermer des espaces conquis par la révolution politique, tout en permettant la restauration hégémonique de la bourgeoisie.

Durant les dix années de sandinisme, le Nicaragua est passé d'une authentique révolution à un processus de logique nationale et étatique, par-dessus les intérêts populaires qui, durant les premières années, encouragèrent la dynamique révolutionnaire. Cette logique a imprégné la conduite de la guerre, la conservation du pouvoir, les orientations en matière économique et, plus particulièrement, les rapprochements avec la bourgeoisie visant à consolider un axe de développement socio-économique de modernisation.

La défense de quels acquis ?

L'érosion de la base sociale du processus révolutionnaire, provoquée par la guerre et la crise économique, favorisa un changement du rapport de forces dont la traduction fut la défaite électorale du FSLN, en 1990. Une coalition de droite [l'Union nationale d'opposition — UNO —, ndlr] assumait alors la direction du pays avec un programme de restructuration en profondeur de la société nicaraguayenne qu'on peut qualifier sans ambiguïté de contre-révolutionnaire — tant pour ses valeurs que pour ses intérêts.

La direction sandiniste, sous le choc de la défaite, lança alors un appel à défendre les acquis de la révolution avec l'espoir de préserver son œuvre.

Mais, de quels acquis s'agissait-il ? Cela concernait essentiellement l'ordre politique

1) Voir *Inprecor* n° 304, 329, 337 et 357 des 9 mars 1990, 26 avril et 27 septembre 1991 et 17 juillet 1992.

institutionnel. Le Front prétendait préserver les droits politiques conquis et les espaces de pouvoir institutionnel, dans l'ordre suivant : la Constitution et les institutions ; l'armée et la propriété distribuée sous le gouvernement sandiniste — dont la réforme agraire et les biens acquis par le FSLN.

Aucune mention n'était faite du modèle économique ni des changements institutionnels qui en découlaient, ni des politiques sociales ou de régulation — encore moins de l'influence ou de la participation des secteurs populaires à la gestion économique.

Pourquoi ? Parce que le modèle s'était épuisé et qu'il avait été remplacé, dès 1988, par un programme d'ajustement fortement marqué par le monétarisme. Les politiques sociales avaient été réduites et le rôle régulateur de l'Etat était en recul. Quant à la participation populaire au niveau des prises de décision, elle avait été structurellement très marginale — Daniel Ortega reconnut même, dans une interview publiée en 1991 (2), que, si le FSLN avait remporté les élections, sa politique n'aurait pas été très différente de celle du gouvernement actuel, sauf « *du fait de sa sensibilité sociale* ».

L'héritage révolutionnaire ne fut dès lors présenté que sous ses aspects institutionnels, assimilés aux acquis de la révolution qu'il fallait préserver.

Cette conception était ainsi explicitée : « *Nous avons obtenu un Etat national, une Constitution, un cadre politique démocratique parlementaire et une armée.* » Tout cela n'existait certes pas auparavant. Voilà pourquoi la préservation de ces éléments fut assimilée à la continuité de la révolution.

Le gouvernement, malgré quelques hésitations, du fait des pressions extérieures et intérieures, finit par respecter le cadre institutionnel revendiqué par le FSLN. D'abord, pour des raisons de "gouvernabilité" — il fallait pacifier le pays — mais aussi pour des raisons tactiques — le gouvernement porta tous ses efforts sur les réformes économiques.

Le calendrier politique échelonna les réformes, tout en laissant de côté les transformations politiques les plus conflictuelles — réforme de la Constitution, de l'armée, de la police — pour une deuxième phase. Les protestations sociales de 1990 et 1991, et la situation ingouvernable qui s'en suivit, firent comprendre au gouvernement et à l'administration des Etats-Unis le véritable rapport de forces interne.

Grâce à ce calendrier, le profil contre-révolutionnaire du gouvernement s'estompa rapidement aux yeux de la direction sandiniste.

L'acceptation des institutions et l'ajournement des changements donnèrent lieu à un



accord, favorisé, en outre, par l'existence de points de vue similaires sur les questions économiques — c'est, en tout cas, l'image qui fut donnée aux secteurs populaires pour justifier l'acceptation des réformes économiques par le FSLN. L'appellation de "contre-révolutionnaire" fut désormais réservée aux somozistes et à l'extrême droite. Le gouvernement fut décrit comme étant au "centre" et le FSLN entra dans la politique de négociation. Plus de onze réunions ont eu lieu entre le gouvernement et le FSLN depuis 1990 — au moins huit rencontres ont porté sur les conflits sociaux ; deux ont traité de l'aide extérieure, et une de la concertation — sans compter les séances d'élaboration du protocole de transition [de passation de pouvoir, ndlr].

L'accord conclu entre le gouvernement et le FSLN sur les institutions, l'armée et la politique économique instaura une base d'entente objective autour du triangle exécutif / armée / direction du FSLN au nom de la stabilisation. Sans cela, pensait-on, les réformes économiques seraient conflictuelles et très peu viables. Le Nicaragua ne parviendrait pas à sortir de la spirale de la crise et le FSLN ne tirerait aucun bénéfice de l'instabilité — s'il revenait au gouvernement, il trouverait une situation de troubles et de crise.

L'obsession de la stabilité

C'est sur cette base qu'un dénommé "groupe du centre" se constitua au sein du FSLN (3). En 1990 et 1991, cette tendance se développa ; dans une certaine mesure, elle marquait la continuité des positions assumées en 1988 — optique économique orthodoxe ; intérêts d'Etat primant sur les protagonistes sociaux ; recherche d'un axe de stabilisation et de développement avec certains secteurs de la bourgeoisie.

D'autres facteurs post-électoraux contribuèrent à favoriser le développement de ces positions au sein du FSLN. D'abord, le fait que ce parti ne soit pas parvenu à élaborer une stratégie de recomposition d'un projet populaire à partir de l'opposition, dans le cadre de la lutte politique démocratique. Il y

a deux raisons à cela. La première est structurelle : le projet révolutionnaire était déjà en crise en termes de viabilité économique et sociale ; son image s'était complètement troublée après l'adoption des mesures monétaristes — les ressorts de la mobilisation s'étaient rompus. Ce n'est que grâce à la fermeté et au centralisme dans la direction de l'Etat et dans la conduite de la guerre que le projet semblait encore garder une projection stratégique.

La deuxième raison de cette absence de stratégie est politique. Le FSLN n'avait pas assez de réserves politiques et théoriques pour pouvoir s'adapter rapidement à la nouvelle situation — défaite, passage à l'opposition et recherche d'une redéfinition. La défaite a rendu son image floue et aggravé son manque de définition.

Le grand désarroi

La période de février à octobre 1990 fut particulièrement chaotique. Même si la direction du FSLN ne semblait pas directement remise en question, ses leaders apparaissaient comme diminués par l'ampleur de la défaite et l'absence de prévision politique. On vit aussi apparaître un sentiment de méfiance parmi les militants, avec une perte d'autorité et de crédibilité d'une direction, autrefois considérée comme infaillible. Le parti s'emplit alors de rumeurs aux effets d'avalanche, révélant le malaise qui couvait, contenu jusqu'alors par la discipline militante. Il fallut attendre le 17 juin 1990 [la réunion d'évaluation des cadres du FSLN, à El Crucero, qui réalisa un bilan critique, ndlr] pour que cette dynamique, qui tendait vers une grave crise politique, cessât.

Malgré le document dit d'El Crucero, le problème de la recomposition politique du FSLN ne semblait pas trouver d'issue claire. La liste des déclarations contradictoires faites par différents dirigeants du FSLN illustre bien ce processus — il suffit de citer les débats sur l'impérialisme, les rapports avec le gouvernement et l'attitude face au plan économique.

2) *Envio*, octobre 1991, Managua.

3) Voir *Inprecor* n° 326 et 328 des 15 mars et 12 avril 1991.

L'illusion que tentait de cacher cette réalité — le FSLN était politiquement orphelin — est particulièrement tragique. Le Front, attaché à une conception fétichiste du pouvoir, négocia sa place dans les appareils institutionnels sans faire d'analyse profonde des dynamiques socio-politiques en cours. Il croyait ainsi avoir fait l'essentiel.

Le FSLN subordonna les forces sociales qui le soutenaient à un schéma de stabilisation politique du pays selon une lecture institutionnelle de la continuité de la révolution, mettant de côté le facteur essentiel : la pression sociale des secteurs populaires, et l'élaboration d'un programme qui remplirait les espaces ouverts par la révolution avec de nouveaux contenus en politique et en économie, pour que les institutions ne régressent pas. Ainsi, le FSLN se retrouva politiquement désarmé et chaque fois plus dépendant, d'abord, d'une stabilisation politique conservatrice et ensuite, pour la préserver de la politique néolibérale du gouvernement.

L'inertie du FSLN face au programme d'ajustement prouve cette attitude, tout comme son soutien aux privatisations — qui plaça les organisations sociales et les syndicats dans l'obligation de négocier sur la défensive — et sa désorientation face à la restructuration de l'Etat et à la dérégulation de l'économie.

Cela accrût les difficultés politiques dans l'élaboration d'une stratégie politique. La direction pensait pouvoir manœuvrer depuis les hauteurs, tout en contenant le processus de restauration capitaliste. Le mot d'ordre « Gouverner d'en bas » ne fut qu'une douce compensation pour les bases révoltées par la défaite après tant de sacrifices.

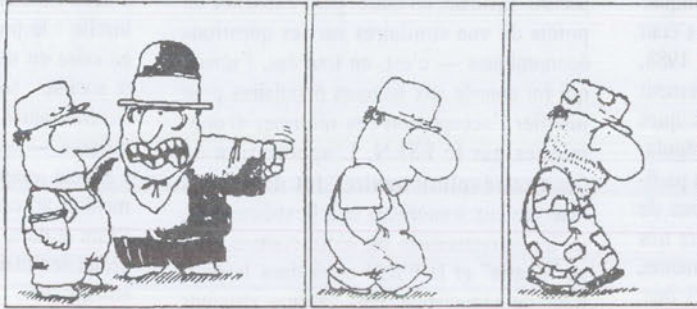
Rien n'a empêché la restructuration rapide du pays, en favorisant la recomposition du pouvoir de la droite et des secteurs les plus puissants du patronat — qui s'est faite non seulement à partir des institutions héritées, mais aussi en les dénaturant.

Tous les rôles sociaux ont changé ; une dose croissante de conservatisme et de cooptation personnelle a été introduite dans l'armée, la police, les fonctionnaires

de l'Etat et aussi le FSLN lui-même, ainsi que ses organisations proches. Un éditorialiste de *Barricada* a affirmé crûment : « Il y a des dirigeants qui pensent que, dans cette nouvelle étape, il faut changer le capital moral du FSLN contre la valeur de l'argent et le contrôle des armes » (4).

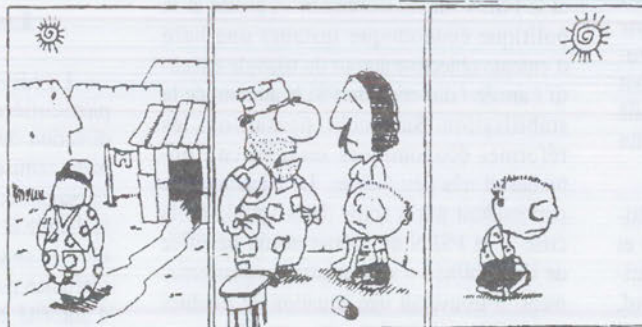
L'Etat prend l'eau

Nous assistons aujourd'hui, grâce aux transformations en cours, à un processus de recomposition d'un système de domination



d'exclusion et d'une nouvelle classe dominante qui utilise même la cooptation politique, voire économique de certains secteurs du FSLN.

Face à cette offensive, il n'existe pas d'institutions ni de partis imperméables —



tous subissent la pression de pratiques sociales hostiles. Ces pressions conduisent les différents groupes d'intérêts économiques et politiques nicaraguayens à se repositionner. A côté des processus de restructuration économique, il y a aussi des

intérêts matériels conduisant à des changements de position politiques. Il est aussi normal qu'au niveau du gouvernement un réseau enchevêtré d'intérêts économiques et sociaux soit en train de se retisser, nourri par la reconstitution des groupes économiques, des latifundia, et par la réapparition du marché financier dans un processus de dérégulation de l'économie. La pression sociale de ces intérêts ira désormais croissant, tout comme leurs exigences en termes de représentation politique. Il sera de plus en plus difficile, dans le cadre du système politique,

de prendre position face à ces intérêts tout en revendiquant le drapeau des revendications populaires.

Les fonctions de régulation que l'Etat issu de la révolution devait accomplir, pour s'assurer un certain équilibre de classe — le FSLN l'avait ainsi prévu pour préserver ses acquis —, prenant l'eau de toutes parts.

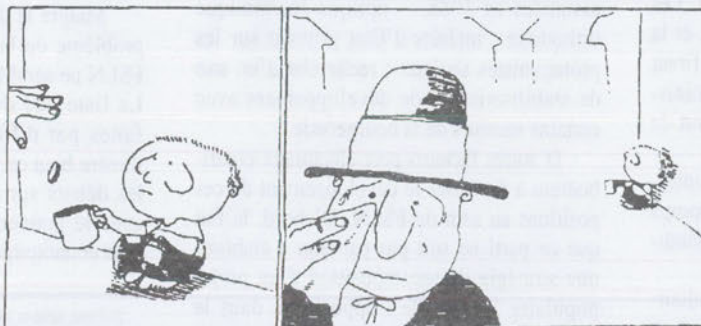
Les affaires, la préservation de certaines places dans le système politique, la cooptation de fonctionnaires, le développement du marché et la libéralisation de l'économie réduisent petit à petit les prétentions progressistes et de régulation de l'Etat. Le marché libre a besoin de l'instauration de l'ordre et du maintien de la hiérarchie sociale que ces tendances sont en train de créer.

Les tiraillements du FSLN

Inévitablement, on avance dans le sens de la recomposition de la bourgeoisie, car le processus en cours laisse de côté tous ceux qui, dans la stabilisation, sont au pied de la

pyramide. Pour l'avenir, on promet d'intégrer ces gens-là ; cela pourra peut-être se faire, mais, dans tous les cas, une telle intégration aura lieu dans le cadre d'une hiérarchie sociale où leur subordination aura été préalablement rétablie.

Le FSLN est confronté à plusieurs niveaux aux processus en cours. Une partie du Front est liée à l'appareil d'Etat par le biais des forces armées, l'autre au système politique à travers du groupe parlementaire sandiniste. Ces deux parties subissent la pression des nécessités de la stabilisation politique qui vise à



4) *Barricada*, 24 mars 1992.

restaurer le marché. Inévitablement, cela provoque une tendance à évacuer, voire à neutraliser, les pressions qui pourraient surgir d'autres intérêts sociaux et ébranler la stabilisation.

Par ailleurs, le FSLN a aussi ses propres intérêts économiques, voire ses entreprises, qui évidemment ont besoin de réussir sur le marché pour se maintenir et se développer, ce qui exerce des pressions en son sein pour un "bon" fonctionnement du marché — ces intérêts économiques se trouvent dans les secteurs les plus dynamiques de l'actuelle structure économique (commerce, import-export).

Les organisations sociales proches du FSLN — Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et Association des travailleurs de la campagne (ATC) — ont, elles, d'autres d'intérêts contradictoires qu'il n'a pas toujours été facile de concilier avec ceux du premier groupe.

D'une part, ces organisations se doivent d'exprimer les revendications de leurs affiliés, victimes des mesures du gouvernement et entrent en conflit avec les intérêts de stabilisation du Front. De l'autre, ceux des sandinistes qui avaient reçu des parts de propriété grâce aux privatisations ou qui étaient déjà propriétaires doivent survivre sur le marché, et ont donc besoin de certaines mesures et de ressources. Ils revendiquent et exercent des pressions, mais ils négocient aussi en fonction de leurs propres intérêts corporatistes, en passant des alliances ponctuelles avec le gouvernement ou avec d'autres organisations sociales. Cela introduit des facteurs d'instabilité dans la base sociale du FSLN, qui se retrouve, à son tour, tiraillée.

Les laissés-pour-compte du nouvel ordre

En dehors de ces trois grands groupes d'intérêts, il y a la grande masse des marginalisés, des chômeurs, des gens qui ont été licenciés, le secteur informel, les ouvriers et les paysans qui n'ont pas la possibilité de survivre dans le cadre du marché, non seulement faute d'opportunités, mais aussi parce que la politique économique dominante les écrase et ne leur laisse aucune alternative. C'est ce secteur majoritaire qui a aussi protesté, s'est révolté et qui a négocié à plusieurs reprises, mais n'a obtenu que des aides ponctuelles qui s'épuiseront vite.

Ces différents intérêts ne pèsent pas tous de la même façon. Grâce à leur situation dans la pyramide du pouvoir, les deux premiers groupes sont les plus forts — armée, groupe parlementaire, mais aussi appareil du parti.

Le troisième et quatrième groupes sont

ceux qui pèsent le moins sur la situation. Même s'ils sont majoritaires, ils sont subordonnés aux premiers, dans le cadre d'une politique de stabilisation, de marché et de recomposition de la bourgeoisie en tant que telle.

Dans le Front, on trouve non seulement ces différents secteurs, mais aussi leurs contradictions ; tout cela use ce parti. Les équilibres de la direction n'ont pas pu concilier les différentes positions — d'ailleurs, la direction même est, de ce fait, divisée et quelquefois paralysée.

L'absence d'une stratégie claire et d'un programme global place la direction dans une attitude empirique à court terme ; elle fait des calculs politiques pour la survie des groupes dominants du Front tout en se battant pour préserver ses rapports avec le gouvernement. Le FSLN a, en plus, besoin de récupérer le mécontentement populaire pour ne pas perdre sa base sociale. Tout cela explique les vagues hésitations à droite et à gauche de ses dirigeants.

La pression des mouvements sociaux

Le FSLN est fortement tiraillé entre son projet de pacte d'unité nationale pour le développement du pays, sous hégémonie des entrepreneurs, avec ses conséquences en termes d'exclusion, et un projet de développement populaire, participatif et qui limiterait l'hégémonie des patrons, tout en laissant une place centrale aux secteurs majoritaires du pays, pour ne pas leur fermer toute perspective.

Voilà la source des contradictions qui existent entre les différents groupes d'intérêts qui composent le FSLN. Mais la désorientation politique du Front a empêché de les canaliser, au profit d'un repositionnement de fait très ambigu — qui, même s'il est dirigé par les groupes dominants dans le FSLN, a suscité des résistances — et qui favorise la régression politique du pays.

Le dynamisme dont ont fait preuve, à tel ou tel moment, les mouvements sociaux, a empêché que le repositionnement du Front ne se cristallise définitivement — même si la mobilisation n'est pas l'axe d'une repositionnement politique stratégique du FSLN, et qu'elle n'est pas parvenue à stopper l'empirisme ambiant.

Mais, l'énergie sociale déployée par les mouvements sociaux n'est pas inépuisable ; le FSLN est aussi limité par le temps pour retrouver une place et œuvrer à ce que la crise et la stagnation actuelles de la révolution se soldent en faveur des secteurs populaires.

Ni le congrès du FSLN, ni les réunions de l'assemblée sandiniste [l'équivalent d'un comité central, ndlr] n'ont été capables de

résoudre ces contradictions et ces ambiguïtés, qui ne pourront être réglées que par les mouvements sociaux, par leurs pratiques et leurs prises de position.

Durant les trois années de gouvernement de la droite, il y a eu de forts mouvements de protestation contre les plans de stabilisation économique et les tentatives de restructuration rapide. La concertation a été lancée ; le mouvement syndical a gagné une autonomie importante. Les contradictions d'intérêts sont apparues clairement, tout comme la conception légaliste de l'héritage de la révolution, les attitudes stabilisatrices et le fétichisme de la conservation du pouvoir. L'énorme déploiement d'énergie de la base du FSLN n'a pas été utilisé pour refonder un projet et l'appuyer sur des pratiques sociales qui commençaient à exprimer la nécessité d'un modèle participatif visant à contenir la restructuration néolibérale sous contrôle absolu du patronat.

La concertation s'est réduite à la négociation des conflits, ce qui a imposé une dynamique d'atomisation des mouvements sociaux, tout en renforçant les positions négociatrices, mais pas la coordination de positions et d'intérêts des secteurs populaires. Ce processus a été suivi par une évolution politique similaire à cause des rencontres FSLN-gouvernement.

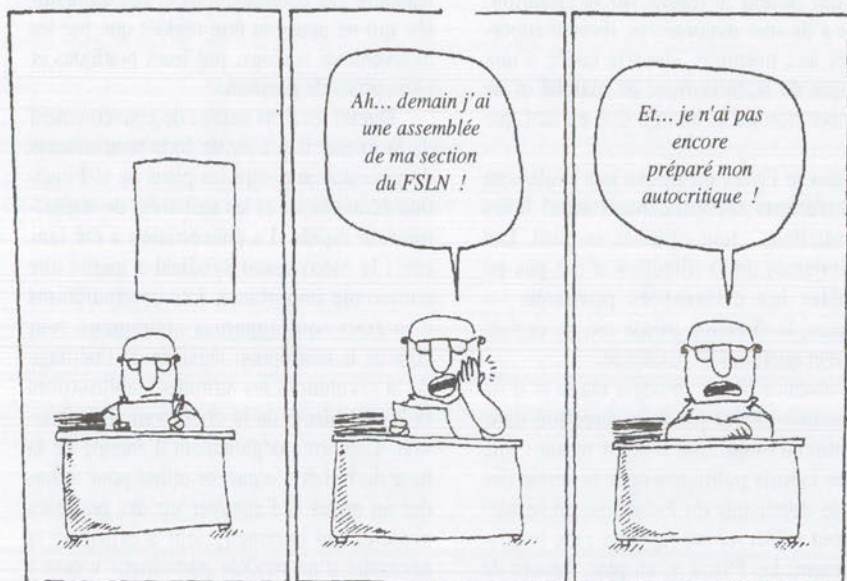
En 1991, la bataille pour la propriété a mobilisé de nouveau les secteurs populaires organisés. La participation des travailleurs aux privatisations, après les luttes de 1990, a concentré tous les efforts, laissant de côté les conséquences de la politique économique qui, en fait, allaient à l'encontre de la survie des propriétés distribuées.

La poudrière

Les attaques des plans d'ajustement ont souligné la nécessité de prendre position face à la politique du gouvernement, mais les groupes d'intérêts au sein du FSLN ont aussi commencé à prendre plus d'importance. Le "groupe du centre" a voulu se présenter comme le pivot de la rénovation du FSLN, alors que des symptômes d'usure apparaissaient dans les mouvements sociaux et que la structure organisationnelle du parti semblait particulièrement affaiblie — plus de la moitié des instances de Managua ne se réunissaient plus et n'avaient pratiquement plus d'activité.

Pour la première fois, la subordination *de facto* de la base populaire subit une tentative de cooptation au profit de la stratégie politique en gestation et des intérêts définis autour du pacte national pour le développement

La réaction de la base populaire et, en partie, de la direction qui avait compris les risques de division, neutralisa les tentatives



du centre et renforça le discours radical capable de récupérer le mécontentement de la base populaire pendant les six premiers mois de 1992.

A la fin 1991 et début 1992, le programme d'ajustement et de réformes du gouvernement dévoila ces tendances de fond et le fait que des groupes socio-économiques s'organisaient. La nécessité d'une prise de position face à cela apparut clairement, davantage à cause de la désorientation du FSLN et d'une pression sociale diffuse que du fait d'un groupe quelconque.

La fin de la trêve sociale

L'usure des mouvements urbains de 1990-1991 provoqua des mouvements importants à la campagne. La situation catastrophique de la paysannerie et les difficultés d'insertion sociale et économique des contras et des soldats licenciés de l'Armée populaire sandiniste (EPS) créèrent une situation explosive. De nombreux groupes reprirent les armes, soutenus par des paysans qui espéraient arracher des bénéfices derrière les revendications des plus radicaux. Des occupations de terres, de villes et de routes prouvèrent que la politique du gouvernement pouvait engendrer une situation de plus en plus ingouvernable à cause de la marginalisation qu'elle entraînait.

Alors que l'Etat et le système politique, dont l'exécutif, perdaient toute capacité politique et institutionnelle de maîtriser la situation, des signaux évidents d'ingouvernabilité apparurent.

Les secteurs populaires et les organisations se sont sentis désarmés face aux mesures économiques et aux changements en cours. Pendant le premier semestre 1992, des mouvements de protestation se développèrent dans plusieurs secteurs. La trêve

conçue par les syndicats, après la deuxième concertation d'août 1991, avait instauré une paix relative en ville, mais, dans les campagnes, la poudrière menaçait toujours d'exploser.

Les syndicats, dans le Front national des travailleurs (FNT) [regroupant les organisations sociales et populaires proches du FSLN, ndlr] déclarèrent que la trêve ne pouvait plus durer. La lutte reprit en défense des propriétés des travailleurs et de leurs conditions de vie, les paysans entrèrent dans la bataille en demandant des crédits, des garanties sur la terre et l'accès à des parties d'entreprises nationales en voie de privatisation.

Tout cela produisit des convergences spontanées entre *recompas* [anciens démobilisés de l'EPS qui avaient repris les armes, ndlr], *recontras* [anciens contras qui avaient aussi repris les armes, ndlr] et des paysans victimes des mêmes problèmes.

Les pressions pour la neutralisation de ce mouvement social furent énormes ; la direction du FSLN mit tout son poids dans la balance pour porter le conflit sur la table des négociations ; le gouvernement coopta, signa des accords ; l'armée exerça une pression sélective pour encercler le mouvement et empêcher son expansion. Celui-ci en ressortit divisé, isolé et neutralisé par des concessions mineures.

La réaction face aux mesures d'ajustement et au nouveau modèle économique qu'exprimait ce mouvement fut ainsi écrasée. Les énergies qui s'y concentrèrent furent atomisées ; elles ne permirent pas de formuler de nouvelles alternatives aux propositions d'accord faites par le gouvernement au FSLN, conscient que ses marges de manœuvres étaient limitées.

Le 14 mars 1992, le gouvernement eut un entretien avec la direction du FSLN, en

présence du général Humberto Ortega. La proposition du gouvernement dévoila la complète subordination de sa politique à la stabilité, les tentatives d'attirer des investissements privés nationaux ou étrangers et le mirage du développement du pays — on espérait tout cela à court terme. Mais ces projets passaient par la poursuite du plan d'ajustement et de transformation du pays au bénéfice des secteurs les plus internationalisés de la bourgeoisie qui prônent un modèle de développement inégalitaire et subordonné au secteur exportateur.

Le FSLN se retrouva le dos au mur. S'opposer à cet accord sans déstabiliser le gouvernement impliquait au moins d'avoir une alternative économique capable de rétablir la gouvernabilité politique, même si des conflits partiels continuaient. Accepter l'accord revenait à jouer les pompiers pour le compte de l'UNO et canaliser les revendications vers les marges de manœuvre étroites laissées par le gouvernement — c'est-à-dire distribuer les fonds de compensation sociale planifiés, sans discuter de l'attribution de ressources plus lourdes qui pénalisaient la majorité de la population.

Après quatre ans de plans d'ajustement — deux ans sous les sandinistes et deux ans sous l'UNO —, presque 70 % des Nicaraguayens se trouvent dans une situation de pauvreté.

Recherche accord désespérément

Dans ce contexte difficile, le FSLN réunit les 28 et 29 mars l'assemblée sandiniste pour décider de la conduite à adopter. La discussion porta sur la proposition faite par le gouvernement et l'entrée du FSLN dans l'Internationale socialiste (IS). Le document présenté par la direction concernant les problèmes économiques prônait un accord avec le gouvernement basé sur une politique d'urgence nationale pour arrêter la crise.

Ce texte laissait dans l'ombre les implications qu'aurait eu un tel accord pour la population. Par ailleurs, il n'analysait la politique appliquée que du point de vue de son "coût social", sans aucune réflexion sur les transformations qu'elle entraînerait ni sur ses conséquences sociales. Débordant de "raison d'Etat", ce document plaçait les intérêts nationaux au dessus du devenir des acteurs sociaux ; la politique du gouvernement semblait se dissoudre dans une neutralité apparente, tout comme le soutien apporté par le FSLN à celle-ci.

L'assemblée sandiniste rejeta ce document, jugé trop mou. La majorité se prononça sur la nécessité d'avoir une politique différente de celle du gouvernement pour ensuite aller discuter avec celui-ci. Le prin-

cipe du "co-gouvernement" fut écarté et on décida de mettre sur pied un groupe de travail qui élaborerait une réponse économique du FSLN. Une minorité proposa le "co-gouvernement" et un autre secteur, aussi minoritaire, se prononça pour une politique d'opposition ouverte.

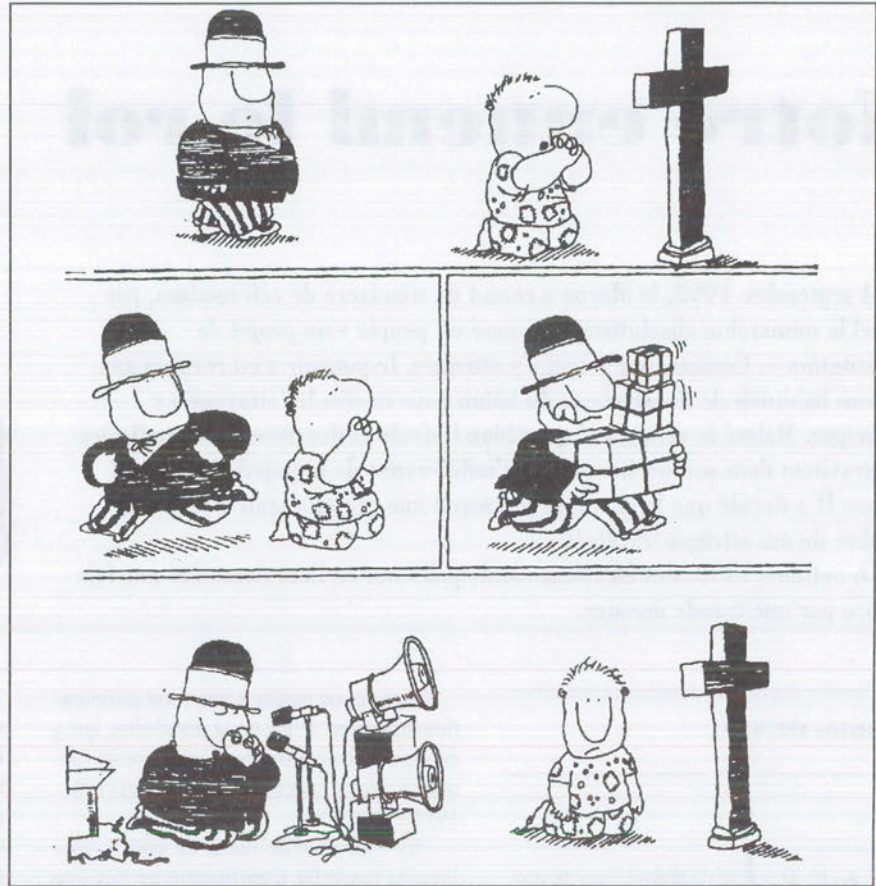
La résolution majoritaire était prévisible et laissait entrevoir un repositionnement du FSLN, étant donné le changement d'état d'esprit de la base et des secteurs sociaux sandinistes durant les derniers mois. L'éloignement de Daniel Ortega des modérés du parti, pour récupérer le mécontentement de la base, constitua un symptôme évident de l'importance du malaise. Mais, si on la regarde de plus près, cette avancée était minime. En effet, une résolution de l'assemblée sandiniste, sur mandat du congrès du FSLN de 1991, indiquait que ce parti se situait dans l'opposition au gouvernement et se chargeait de la constitution d'une commission pour élaborer une politique économique alternative. Presque un an après, on approuvait la même chose.

La réunion d'El Crucero, de mars 1992, servit au moins à dévoiler certaines choses. Les inerties provoquées par une politique ambiguë et sans boussole, ont favorisé les tendances favorables au "co-gouvernement", en acceptant la politique économique appliquée. Cela renforça le poids du groupe parlementaire, de l'armée et des "centristes". Les contradictions avec les secteurs populaires apparurent au grand jour et finirent par montrer à quel point le FSLN était désarmé face à la crise.

Mais, l'ambiguïté persiste quant au repositionnement politique possible du FSLN. Tout semble indiquer qu'il ne s'agit pas d'une remise en cause en profondeur.

Le problème central réside dans le fait que les mouvements sociaux de 1990 et 1992 ont constitué des tentatives pour modifier les positions politiques du FSLN ; celles-ci sont toutes restées lettre morte. Voilà une des raisons qui expliquent que le FSLN n'ait pas de position collective sur des questions fondamentales, laissant à de petits groupes bien placés dans la pyramide du pouvoir le soin de prendre les décisions. Voilà pourquoi le "centrisme" est dominant dans la politique du FSLN, à cause d'un manque de définition stratégique.

En outre, il ne peut pas y avoir d'élaboration d'alternative si l'absence de définition se maintient entre les différents groupes qui coexistent dans le FSLN. L'élaboration d'une alternative économique et nécessairement politique suppose la résolution des contradictions internes — voilà pourquoi la commission économique du FSLN, qui devait remettre son bilan en juillet 1992, a été convoquée deux fois sans trop de résultats, et a presque cessé de fonctionner.



Autant de facteurs qui condamnent le FSLN à une pratique politique dans laquelle la dynamique centrale consiste à jouer les intermédiaires entre ses différents groupes d'intérêt, pour les insérer dans un cadre de restauration capitaliste.

En l'absence d'une stratégie de fond, l'organisation tend à évoluer vers une féodalisation de groupes d'intérêts avec une dynamique essentiellement corporatiste. Le rôle fédérateur de la direction se limite à la négociation des équilibres internes dans l'appareil, en fonction de l'activisme de ses membres et pas par la représentation d'une politique unifiant des critères autour d'un consensus collectif.

Au milieu du gué

La résolution de ces contradictions internes est, et restera, difficile, en partie à cause de l'âpreté des contradictions, mais surtout parce qu'il s'agit de la transition vers un nouveau type de parti. Les décisions collectives et démocratiques peuvent tendre vers la construction d'un nouveau programme, d'une nouvelle cohérence, vers un renouvellement des équipes de direction qui prépare d'un point de vue politique et théorique le FSLN pour une nouvelle phase historique qui est en déjà en marche. Mais, le FSLN pourrait aussi être paralysé à cause des équilibres internes, et évoluer vers un parti de type travailliste.

Le processus de restructuration avance ; en 1993, les réformes économiques seront finies et le gouvernement sera en condition d'aborder les réformes politiques. La désorientation du FSLN, son absence de programme et la neutralisation successive des mouvements sociaux sur lesquels aurait pu s'appuyer une reprise politique auront définitivement déblayé la voie de la restauration des vieux groupes dominants — les obstacles sur ce chemin sont, en effet, en train d'être rapidement levés.

La révolution sandiniste pourrait s'être parfaitement limitée au processus de refondation de l'Etat national et du système politique, tout en restaurant la vieille société de classe à l'ombre de cela.

Le FSLN peut devenir un parti ankylosé, bureaucratisé et dans lequel les intérêts corporatistes prédominent.

Mais le FSLN pourra être aussi un parti renouvelé qui apporte l'indispensable complément d'égalité sociale et de participation au système politique qu'il créa pour continuer à le développer. C'est la pratique qui tranchera. ★

Managua, juillet 1992

Les bandes dessinées qui illustrent cet article sont du dessinateur nicaraguayen Roger ; elles sont tirées de *Barricada*.

Notre ennemi le roi

Le 4 septembre 1992, le Maroc a connu un simulacre de référendum, par lequel la monarchie absolutiste a proposé au peuple « un projet de Constitution ». Comme on pouvait s'y attendre, le pouvoir a eu recours aux moyens habituels de la carotte et du bâton pour inciter les citoyens à y participer. Malgré le refus de l'opposition libérale et des directions syndicales qui gravitent dans son orbite, malgré l'indifférence de la population, le roi Hassan II a décidé que la participation serait massive et a tenu à ce que le nombre de oui atteigne 99,96 %.

Le 16 octobre 1992, des élections municipales ont eu lieu, dominées une fois encore par une fraude massive.

Brahim OUALI



LE "DEBAT" sur le projet de Constitution avait débuté par le discours royal du 20 août 1992. Le monarque avait porté à la connaissance des Marocains le texte qu'il a élaboré et qu'il considère comme étant « à la pointe des constitutions des pays européens de la Méditerranée ». Il a invité les observateurs à le comparer aux précédents démontrant par là que les amendements introduits ne signifiaient en rien un abandon de ses prérogatives au profit du gouvernement et du Parlement.

Hassan II restera le « gardien des affaires du peuple », c'est-à-dire le seul pouvoir réel — il a rappelé qu'il incarnait une monarchie millénaire. Il a exhorté ses sujets à voter oui, car « ils seront fiers de vivre sous cette nouvelle Constitution » — en d'autres termes, à l'ombre de sa tyrannie.

La Constitution n'est qu'une tentative ratée de camoufler l'absolutisme de la monarchie, tout en répondant à certaines considérations d'ordre international et interne.

D'abord, il faut rappeler que les alliés impérialistes de Hassan II (en particulier la France et les Etats-Unis) souhaitent voir se stabiliser la situation au Maroc, condition indispensable à la sauvegarde de leurs intérêts dans ce pays ; ils ont ainsi incité, voire imposé au souverain d'assouplir sa poigne de fer par « le respect des droits de l'homme et le rayonnement de la démocratie ».

Ensuite, on assiste à une forte détérioration du niveau de vie de la population, qui a exprimé sa colère par des soulèvements successifs depuis le début des années 80 (1981-1984-1990) (1).

En l'absence de luttes de classe résolues, la nouvelle Constitution ne fait que codifier le régime autocratique et ne diffère en rien des précédentes quant à son mode d'élaboration — le roi en a l'exclusivité et ne l'a rendue publique qu'après son discours. En ce qui concerne son contenu, aucune limite, même relative, n'a été mise au caractère absolutiste de la monarchie. Le roi reste "le" décideur suprême.

Le "commandeur des croyants"

La nouvelle Constitution a déçu les espoirs de l'opposition libérale : ses appels répétés à l'élaboration du projet par le « dialogue national et le consensus » entre elle et le Palais n'ont pas été entendus et seuls des éléments insignifiants de ses requêtes ont été retenus.

De même, cette Constitution a déçu les intellectuels berbères qui avaient plusieurs fois revendiqué le statut de langue officielle pour le tamazight, la langue berbère, au même titre que l'arabe.

Cette Constitution, à l'instar des précédentes, établit « l'égalité de la femme et de l'homme en matière de droits politiques », mais le roi a voulu dissuader les femmes de revendiquer, pendant le référendum et les élections, une réforme du Code de la famille (2), en annonçant qu'il se réservait le droit exclusif de trancher cette question, dans le cadre de ses prérogatives de "commandeur des croyants", et en brandissant l'épouvantail de la réaction intégriste.



Hassan II, roi du Maroc

Rien de neuf, donc, dans la Constitution sinon de fausses concessions — destinées à faire taire l'opposition modérée et à mystifier la masse des mécontents —, accompagnées de dispositions qui les vident de tout contenu réel. A titre d'exemple, le Premier ministre a la possibilité de proposer la nomination des membres du gouvernement au roi qui les désigne, si bon lui semble. De même, le Parlement n'est pas automatiquement dissout en cas de proclamation de l'Etat d'exception, mais le roi garde le droit absolu de le dissoudre lorsqu'il le souhaite (par simple publication d'un décret royal).

La Constitution prévoit aussi la création de deux conseils : un Conseil constitutionnel, désigné par le roi, et un Conseil économique et social, sans pouvoir aucun de décision. Quant aux commissions d'enquête prévues, elles sont privées d'avance de toute efficacité par de multiples limitations.

Les flottements de l'opposition

La réticence de la population et la relative réserve de l'opposition libérale ont amené le ministère de l'Intérieur et les partis réactionnaires, qui gravitent dans son orbite, à déclarer la "mobilisation générale". Par tous les moyens, ils ont tenté de convaincre les gens de l'importance de la nouvelle Constitution, en les incitant à participer au référendum et à voter oui. Le ministre de l'Intérieur

1) Voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991, et la longue interview d'Abraham Serfaty dans le n° 344 du 17 janvier 1992, quelques mois après sa libération.

2) L'Union de l'action féminine a fait signer des pétitions exigeant : l'interdiction de la polygamie ; une juridiction pour le divorce ; la suppression de la tutelle masculine sur la femme (qu'il s'agisse du père ou du mari).

Cette pétition a provoqué une réaction violente de la presse intégriste qui a publié des *fatwas* autorisant la mise à mort des partisans de l'émancipation des femmes.

— également ministre de l'Information — a pu ainsi utiliser la radio et la télévision pour mener campagne pour le oui, en collaboration avec ses sbires du ministère, quelques Français à sa solde et même des intellectuels de l'opposition libérale (dont Abdallah Laraoui) qui ont pris part à des conférences destinées à mettre en valeur les "qualités" de la nouvelle Constitution.

Le ministère de l'Intérieur a aussi imprimé des millions d'affiches de propagande placardées dans tout le pays, et octroyé des facilités pour les meetings des partis réactionnaires (salles, transports, et même le public !) (3).

A l'inverse, le ministère de l'Intérieur a réprimé toutes les activités de l'opposition libérale (Istiqlal, USFP, OADP) (4) et des syndicats qui en sont proches : l'Union générale des travailleurs marocains (UGTM) et la Confédération démocratique du travail (CDT) (5). Réunions interdites, locaux cernés, militants détenus en raison de leurs prises de position pour la non-participation au référendum.

Hassan II, seul maître à bord

Une semaine après le discours du roi, ces partis ont décidé ensemble d'appeler à la non-participation, position qui ne fit pas l'unanimité en leur sein. De fortes tendances favorables à la ratification se sont exprimées notamment au sein de l'USFP, dans sa presse, et dans le rapport de son secrétaire général devant le comité central du 28 août 1992 (6). L'opposition "responsable" n'a pas caché sa satisfaction après les aumônes du souverain et s'est déclarée prête à participer aux élections d'octobre 1992. Elle a contemplé passivement le déroulement du référendum.

La décision de ne pas participer au référendum s'explique par le fait que le roi a élaboré seul la nouvelle Constitution, après que l'opposition a vainement tenté de parvenir à un "dialogue national", en vue d'un accord préalable avec le Palais, pleinement convaincu de ce que « *le consensus et l'entente sont une nécessité nationale et la voie permettant au pays d'accéder à une ère nouvelle* » (7).

Par sa nouvelle Constitution, le roi fait tomber les derniers espoirs des libéraux, qui avaient accepté, en 1989, une prolongation de deux ans du mandat du Parlement en échange d'une promesse de « *rectification de l'expérience démocratique* ». De longs mois d'attente leur ont confirmé qu'il s'agissait d'une fausse promesse. Ils ont alors mené campagne en unifiant les actions de leurs groupes parlementaires et en présentant une motion de censure, en mai 1990 (8).

La seule action ayant eu une portée de masse, au cours de cette campagne, fut la

La Constitution du roi

Article 19. Le roi Amir Al Mouminine, représentant suprême de la nation, symbole de son unité, garant de la pérennité et de la continuité de l'Etat, veille au respect de l'Islam et de la Constitution. Il est le protecteur des droits et libertés des citoyens, groupes sociaux et collectivités. Il garantit l'indépendance de la nation et l'intégrité territoriale du royaume dans ses frontières authentiques.

Article 23. La personne du roi est inviolable et sacrée.

Article 24. Le roi nomme le Premier ministre.

Article 25. Le roi préside le conseil des ministres.

Article 27. Le roi peut dissoudre la chambre des représentants par Dahir (...).

Article 28. Le contenu des messages (du roi) ne peut faire l'objet d'aucun débat.

Article 30. Le roi est le chef suprême des forces armées royales.

Article 32. Le roi préside le Conseil supérieur de la magistrature, le Conseil supérieur de l'enseignement, le Conseil supérieur de la promotion nationale.

Article 33 : le roi nomme les magistrats.

Article 34. Le roi exerce le droit de grâce.

Article 35. Le roi peut proclamer par Dahir [décret du roi, ndlr], l'état d'exception.

Article 37. Aucun membre de la Chambre des représentants ne peut être poursuivi ou recherché, arrêté ou jugé pour ses opinions hormis si les opinions exprimées mettent en cause le régime monarchique, la religion musulmane ou constituent une atteinte au respect dû au roi.

Article 71. [Après la dissolution de la Chambre] le roi exerce (...) outre les pouvoirs qui lui sont reconnus par la présente Constitution, ceux dévolus à la chambre des représentants.

Article 100. La forme monarchique de l'Etat, ainsi que les dispositions relatives à la religion musulmane, ne peuvent faire l'objet d'une révision constitutionnelle. ★

grève générale du 14 décembre 1990 (impulsée par la CDT et l'UGTM), utilisée par l'opposition pour démontrer au Palais sa capacité à mobiliser la rue (9).

Mais la férocité de la répression a ramené l'opposition libérale à la raison ; elle s'est remise à implorer le roi. Entre octobre 1991 et juin 1992, elle lui a adressé des lettres demandant :

— l'amendement de la Constitution pour donner les pleins pouvoirs législatifs et de contrôle à la Chambre des députés ;

— un gouvernement issu du Parlement et responsable devant lui ;

— des élections libres, avec, comme garantie, une commission neutre supervisant leur déroulement ; une révision des lois et des listes électorales ; le droit de vote à 18 ans ; l'éligibilité à 21 ans ;

— le respect des droits de l'homme, la proclamation de l'amnistie générale et la fin de l'hégémonie du ministère de l'Intérieur sur la vie politique ;

— la satisfaction des revendications des syndicats.

Le Palais a répondu par un mépris total, continuant à agir selon son bon vouloir. Il ne restait plus alors à l'opposition libérale qu'à confirmer son ancienne méthode : implorer le roi et transiger avec lui.

L'indifférence populaire

La grande masse des couches populaires, sous le poids de l'absolutisme, de la paupérisation et de la dépolitisation, est restée extérieure à l'agitation "constitutionnelle". Les secteurs les plus avancés sont tou-

3) En plus des six partis de droite, une partie du mouvement intégriste (le groupe de Benkiran) a appelé à ratifier la nouvelle Constitution.

4) Le parti de l'Istiqlal (Indépendance, fondé par Alal Al-Fassi en 1944) est le parti de la bourgeoisie nationaliste libérale. USFP : Union socialiste des forces populaires. OADP : Organisation de l'action démocratique et populaire.

5) Prenant en considération leur base ouvrière, les directions syndicales ont appelé à la non-participation au scrutin, mais elles n'ont rien fait pour combattre la Constitution octroyée.

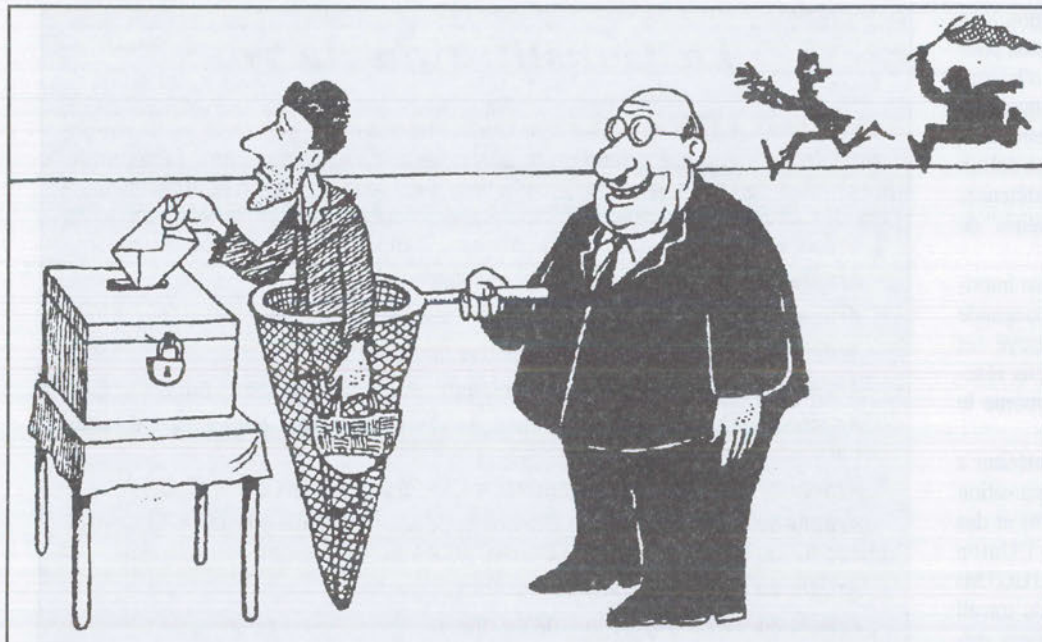
6) Ces tendances ont atteint leur paroxysme au sein du parti d'Ali Yata, le Parti du progrès et du socialisme (PPS — Parti com-

muniste marocain) ; le comité central l'a approuvé à l'unanimité.

7) Editorial du journal de l'USFP, 3 septembre 1992.

8) Bien sûr, l'opposition parlementaire ne se faisait pas d'illusions sur un renversement du gouvernement, mais elle voulait influencer sur l'opinion publique et se donner une sorte de vernis populaire.

9) Ces forces ont veillé à contrôler la grève générale de peur d'être dépassées par le mouvement de masse. Cette forte limitation a facilité la tâche du ministère de l'Intérieur et de l'armée qui voulaient faire échouer le mouvement et l'écraser — 600 morts dans les quartiers pauvres de Fès, Tanger et des années d'emprisonnements pour les personnes arrêtées.



jours majoritairement influencés par l'opposition libérale.

Malgré leur grande faiblesse, les démocrates ont globalement adopté une position juste face à la nouvelle Constitution. Ils ont appelé au boycott du référendum et revendiqué l'élection d'une assemblée constituante — comme en témoigne le communiqué signé par 26 militants, anciens prisonniers politiques, qui invoque le fait que la Constitution « revêt le caractère d'une Constitution octroyée par le roi » et que les amendements sont « partiels et ne modifient pas la nature du pouvoir absolutiste », en souli-

gnant l'absence de toute garantie d'un déroulement démocratique du référendum (10).

La caution occidentale d'Hassan II

Les résultats du référendum, publiés dans la nuit du 4 septembre 1992, n'étaient guère surprenants : ils s'inscrivent dans la lignée des falsifications imposées aux Marocains depuis trente ans.

Sur 11,8 millions d'électeurs, 97,29 % auraient participé au scrutin et 99,96 % d'entre eux auraient voté oui ! Le ministère de l'Intérieur affirme ainsi à qui veut l'entendre que le peuple marocain adore le créateur du bagne de Tazmamart, du cimetière de Kénitra, de la grande mosquée de Casablanca, de la sale guerre du Sahara, celui qui a conduit 10 millions de citoyens à vivre en dessous du seuil de pauvreté, et 11 millions à rester analphabètes.

Le jour du scrutin, la réticence des citoyens, lassés des simulacres de démocratie, était frappante. Le ministère de l'Intérieur a dû faire face à cette attitude spontanée pour qu'une participation minimale lui permette de rendre plus crédibles les falsifications. Dans les villages, on a eu recours aux méthodes habituelles pour contraindre les paysans pauvres et analphabètes à voter. On a aussi eu recours à la rumeur — on entendait dire que ceux qui ne participeraient pas au scrutin seraient privés de documents légaux et de services administratifs. Les patrons et les chefs de l'administration ont ordonné à leurs employés de participer. Les sbires du ministère de l'Intérieur ont quadrillé les quartiers et « invité »

les habitants et les commerçants à voter.

Mais les moyens mis en œuvre, ajoutés au fait que l'armée, la police et la gendarmerie avaient l'autorisation de participer au scrutin, n'expliquent pas les chiffres fantastiques publiés par le ministère de l'Intérieur. Celui-ci a eu recours, encore une fois, à la fraude éhontée dont il a l'expérience : bourrage préalable des urnes ; gens votant plusieurs fois — ce qui est possible grâce à la manipulation des listes électorales et à la distribution des cartes ; vote par procuration pour les membres de la famille dans les villages, et pour les salariés par leur patron en ville ;

de nombreux bureaux de vote ne proposaient que des bulletins oui ; absence de tout contrôle indépendant, veillant à la régularité du déroulement des opérations, ce qui a permis de modifier en bloc les procès-verbaux sur ordre des représentants du ministère de l'Intérieur.

L'absolutisme «démocratique»

Par sa nouvelle victoire, Hassan II a voulu démontrer le contraire de ce que ses alliés impérialistes ont pu penser : il est le seul garant de la stabilité. Par ses propres méthodes, éloignées de toute démocratisation de la vie politique, il a réussi la plus grande opération de mensonge et de falsification, sans la moindre réaction de l'opposition libérale ou de la population.

Il peut d'ailleurs se féliciter du rôle joué par l'opposition libérale. Depuis 30 ans, celle-ci refoule la prise de conscience démocratique de la population en implorant sans cesse le roi, en courant après toute possibilité de compromission dans les coulisses du Palais et en mettant un frein aux luttes.

La force de la nouvelle Constitution a démontré encore une fois la stérilité des méthodes des libéraux face au pouvoir absolutiste.

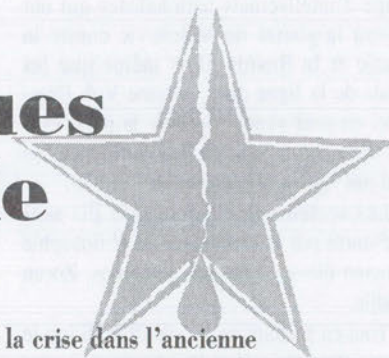
Seul un combat indépendant et résolu des salariés, des paysans pauvres, de toutes les couches opprimées, est à même d'arracher les libertés politiques et imposer l'élection d'une assemblée constituante démocratiquement élue. ★

Casablanca, septembre 1992



10) Communiqué paru dans le journal *Eloufouq*, 30 août 1992.

Dans les rues de Belgrade



Les efforts diplomatiques pour mettre fin à la crise dans l'ancienne Yougoslavie reposent essentiellement sur Milan Panic et Dobrica Cosic, respectivement Premier ministre et président de la "nouvelle" Fédération yougoslave, en vue d'un possible remplacement du dictateur serbe, Slobodan Milosevic ("Slobo") (voir *Inprecor* n° 358 et 361 des 11 septembre et 23 octobre 1992).

En Serbie même, Milosevic redouble d'efforts pour défendre sa position face aux contestataires ; le 20 octobre 1992, la police serbe, forte de 48 000 effectifs et loyale à Milosevic, a pris le contrôle du siège de la police "fédérale" (1 000 hommes). Selon le Parti démocrate, oppositionnel, les autorités serbes s'apprêteraient à prendre le contrôle de plusieurs autres institutions fédérales. L'envoyé spécial d'*Inprecor*, Christian Pomitzer, s'est rendu en Serbie.

Christian POMITZER



A QUELQUES centaines de kilomètres de la capitale serbe, Belgrade, la guerre fait des milliers de victimes. Et pourtant, lorsque l'on descend le Kalemegdan, un chemin de la vieille forteresse qui surplombe le Nord de Belgrade, entourée d'eau sur trois côtés, l'atmosphère est si tranquille qu'on entend même les rumeurs du centre-ville. La guerre semble s'être cachée au loin.

Mais la guerre a aussi frappé en Serbie ; il y a un an, l'approvisionnement en eau de Belgrade avait été menacé par le pétrole d'une raffinerie croate détruite par l'armée yougoslave.

Les eaux du fleuve Save naissent en Slovénie et en Croatie.

Au Nord, dans les grandes plaines de la Voïvodine, se trouve le terrain d'aviation militaire de Batjnica d'où partent les avions qui vont aider ce qu'on appelle les "républiques serbes de Bosnie-Herzégovine". Un kilomètre plus loin, vers l'Est, le Save rejoint le Danube, où on voit des cargos qui parviennent à passer outre l'embargo des Nations-Unies. L'impression de normalité qu'on respire ici est étonnante.

Les habitants de Belgrade n'ont pas eu de vacances cette année. Le littoral est maintenant majoritairement croate, et les bateaux

de guerre américains patrouillent au large des plages de ce qui reste de la Yougoslavie.

Ici le mythe de la "Yougoslavie" est encore bien vivace.

Contrairement à la Croatie, où le drapeau frappé de l'étoile a été partout remplacé par le drapeau croate, en Serbie, on ne voit aucun signe de différence entre l'"ancien" et le "nouveau" régime. Slobodan Milosevic et ses amis n'ont pas eu besoin de cela. Seul le bleu des uniformes de la police réveille le souvenir de la Yougoslavie de Tito.

Les "week-ends tchetniks"

Dans les zones piétonnières de Belgrade, à la sortie d'un parc, une jeune femme vend des journaux d'opposition. Elle reconnaît mon dialecte croate ; elle vient elle-même de Croatie, c'est une Serbe de Krajina. Elle a fui avec son enfant vers Belgrade et s'est débrouillée comme elle a pu.

Le centre de la ville est calme. Mais il y a peu de clients dans les magasins. Cela rappelle Bagdad à la veille de l'entrée en vigueur de l'embargo et avant les opérations de la "Tempête du désert".

On ne voit plus de Tchetniks avec des grenades à la taille — ils ont été bannis des rues depuis plusieurs mois. La "nouvelle Yougoslavie" [la Serbie et le Monténégro, ndlr] n'a officiellement "plus rien à voir" avec la guerre qui se déroule chez ses voisins, en Bosnie et en Croatie.

Au milieu de Terazijé, la principale rue commerçante, il y a un magasin qui vend

des gadgets nationalistes. On peut y acheter des casquettes frappées de l'emblème nationaliste que portent les participants aux "week-ends tchetniks" qui vont faire la guerre pendant deux jours en Bosnie. Sur la table, il y a des photos du roi en exil, et de Draza Mihajlovic, le chef des Tchetniks durant la Seconde Guerre mondiale, tué par Tito en 1947, et des cassettes avec les discours du leader de l'opposition nationaliste, Vuk Draskovic.

« Nous sommes dans l'opposition. Nous avons participé aux manifestations étudiantes de juin », et, après un moment d'hésitation : « Nous sommes avec le Mouvement démocratique des Serbes (DEPOS). »

DEPOS est une association d'opposition qui a boycotté les prétendues élections fédérales au Parlement pour la nouvelle Yougoslavie, en mai 1992. Ces gens sont très méfiants. Ils se demandent où j'ai appris leur langue. Avant, il y avait une seule langue officielle, le serbo-croate, avec deux variantes — serbe et croate. Maintenant, le nouveau régime de Croatie a décrété ce qui était croate et ce qui ne l'était pas.

En Serbie, les gens sont moins accrochés à la question de la langue. Ici on n'a pas fondé de nouvel Etat et la "tradition yougoslave" est encore forte. La conversation prend fin : « Tu verras que nous, les Serbes, nous ne sommes pas ce que tu crois. Nous sommes pour la démocratie. Dis cela à ton ministre des Affaires étrangères. »

Le vieux Vladeta Jankovic, 51 ans, un membre du Parti démocrate de Serbie (PD), ne donne pas l'impression d'être nationaliste. Professeur de littérature comparé, il est aussi le porte-parole de DEPOS. « Ils nous ont proposé [de participer] à une table ronde, mais c'était une farce. » Selon lui, si l'opposition n'a pas la possibilité d'accéder aux médias et si les listes électorales pour le nouveau scrutin sont closes dès novembre, celles-ci seront antidémocratiques.

Les mêmes revendications ont été faites par l'opposition en Croatie — où cependant, toutes les composantes ont pris part au scrutin (1).

DEPOS soutient Milan Panic, le chef de la "République fédérale de Yougoslavie". Mais, en tant que groupe extraparlamentaire, il n'a pas beaucoup de poids.

Jankovic représente la partie de DEPOS tournée vers l'Occident ; la force dure de DEPOS repose sur le Mouvement du renouveau serbe de Vuk Draskovic. Jankovic est un politicien bourgeois qui veut introduire une économie de marché, aussi vite que possible — il est également partisan de la paix en Croatie et en Bosnie. D'ailleurs, l'utilisation du terme de "bourgeois" pose la ques-

1) Voir *Inprecor* n° 358 du 11 septembre 1992.

tion de la base sociale — en Serbie, comme dans les Etats de l'ancienne Yougoslavie, ou ailleurs en Europe de l'Est, la classe capitaliste n'existe pour l'instant qu'à l'état embryonnaire.

En attendant, la scène politique est toujours dominée par l'ancienne nomenklatura qui, comme dans le cas de la Serbie et du Monténégro, a conservé le label "socialiste" — ce n'est pas le cas en Croatie. Les anciennes traditions apparaissent aussi dans les méthodes utilisées.

Des allées du pouvoir à celles de l'opposition

Une partie de la nomenklatura est passée à l'opposition. Il y a deux mois, une fraction du Parti socialiste de Serbie (PSS) au pouvoir formait le Parti social-démocrate de Serbie (PDS). Momcilo Trajkovic, qui soutenait autrefois Milosevic et gouvernait le Kosovo avec une main de fer, en fait partie. Les sociaux-démocrates avaient proposé au président "yougoslave" Dobrica Cosic et au Premier ministre, Milan Panic, des places sur leurs listes pour les prochaines élections. Le Parti démocratique (PD), composé d'intellectuels, aimerait également avoir le soutien de Panic et de Cosic.

Ces deux hommes, alors qu'ils étaient présentés comme des jokers à la table de négociations internationales sur l'avenir de la Yougoslavie, se sont brouillés avec Milosevic. Panic a reconnu la co-responsabilité de la Serbie dans la guerre devant les caméras de télévision, mais n'a pu empêcher l'expulsion de l'ancienne Yougoslavie des Nations-Unies. En outre, il est parvenu à obtenir le limogeage de certains personnages haut-placés dans l'appareil d'Etat, dont le chef de la police secrète.

Cosic s'est aussi brouillé avec Milosevic, dont il était autrefois le guide idéologique dans les affaires nationalistes, parce qu'il a expressément soutenu Panic. Au Parlement, Panic a aussi appuyé le Parti des sociaux-démocrates au pouvoir au Monténégro. L'élite du Monténégro, qui a suivi Milosevic pendant des années, cherche maintenant à se libérer de son emprise et veut prendre ses distances en cas d'escalade militaire.

Panic, qui dirigeait une firme pharmaceutique aux Etats-Unis, est le seul véritable capitaliste en lice. Il joue un double rôle. Comme Premier ministre, il est le chef formel de l'exécutif, mais, dans le même temps, il a une image d'oppositionnel. Dans les sondages de popularité, il arrive loin devant Milosevic.

Actuellement, trois groupes d'opposition existent en Serbie. Près des sociaux-démocrates, qui se limitent à critiquer Milosevic, il y a le Parti démocrate (PD), un

groupe d'intellectuels nationalistes qui ont soutenu la guerre de Milosevic contre la Croatie et la Bosnie alors même que les tenants de la ligne dure, comme Vuk Draskovic, en sont venus à prôner la paix. Pendant dramatiquement de leur influence, ils n'ont pas rejoint la coalition de DEPOS.

Les secteurs intellectuels du PD sont représentés par le professeur de philosophie et ancien élève de Jürgen Habermas, Zoran Djindjic.

Tout en sachant ce qu'est DEPOS (ou le leader nationaliste Vuc Draskovic, qui veut un retour de la monarchie), il est certain que ce mouvement jouera un rôle central dans toute nouvelle constellation politique.

Mais Milosevic conserve une forte emprise sur la télévision et dispose d'un réservoir de votes dans le Sud de la Serbie. Dans cette région, les gens sont trop pauvres pour pouvoir acheter les journaux d'opposition. Le bastion du DEPOS se trouve essentiellement à Belgrade et dans ses environs. DEPOS a aussi le soutien de l'opposition de gauche libérale.

Et à gauche ?

Il faut cependant souligner l'existence de petits groupes non nationalistes (très légèrement) "orientés à gauche" qui ont formé ensemble l'Alliance des citoyens contre la guerre. Au premier rang, on trouve le Parti réformiste (PR), libéral de gauche, — un successeur de l'ancien courant communiste réformé autour d'Ante Markovic, le dernier président de l'ancienne Yougoslavie. Le président du PR, Vesna Pesic, est aussi un des membres fondateurs du Centre pour une action contre la guerre de Belgrade.

Près du Parti national paysan, on trouve le Parti réformiste de Voïvodine. Un de ses membres, Tibor Varadi, est ministre de la Justice de Panic — il a d'ailleurs proposé une amnistie pour les déserteurs, qui a peu de chances d'être votée au Parlement fédéral, dominé par les supporters de Milosevic et par le Parti radical serbe du leader tchetnik Vojislav Seselj.

Enfin, il y a l'Association social-démocrate serbe, un tout petit groupe à l'extrême gauche de l'échiquier politique serbe. Son président, Milan Nikolic, fut l'un des leaders étudiants des années 60. Il a purgé une longue peine de prison pour ses activités dans l'aile gauche du mouvement dissident démocratique. Mais l'Alliance des citoyens n'a pas de grandes perspectives pour les élections.

DEPOS n'avance pas de revendications concernant les Serbes vivant à l'extérieur de la Serbie — « *Si on veut sauver les Serbes, il faut d'abord sauver la Serbie elle-même.* » Selon DEPOS, une intervention militaire extérieure, rassemblerait les Serbes autour

de Milosevic. DEPOS n'est pas très clair par rapport aux sanctions, qui ne se feront sérieusement ressentir qu'en novembre.

Quelle que soit la direction politique que prendra la Serbie, on peut s'attendre à un automne chaud. Le Kosovo entre dans une période de tensions intenses — et aucun groupe politique serbe ne soutient la revendication d'indépendance pour le Kosovo. Il est difficile de prévoir combien de temps encore le leader des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, pourra retenir son peuple de riposter par la violence. Les conflits ethniques à Sanjak, où s'affrontent les Musulmans, d'un côté, et les Serbes et les Monténégrins, de l'autre, peuvent éclater. La "purification ethnique" en Voïvodine, principalement dirigée contre les Croates et les Hongrois, peut conduire à des affrontements armés.

En Serbie même, le chômage et la pauvreté provoqués par l'embargo, l'inflation et l'isolement peuvent pousser les syndicats à reprendre la lutte (2). Le mouvement étudiant peut aussi se réveiller.

Toutefois, la chute ou la démission de Milosevic risquent de conduire les paramilitaires de Seselj à utiliser la terreur armée, alors que l'"armée yougoslave" pourrait quitter ses casernes pour aller défendre la "sécurité intérieure". Il est vraisemblable que Milosevic repousse les élections ou les manipule selon ses intérêts. Si Panic tombait, l'éloignement du Monténégro vis-à-vis de Belgrade se renforcerait, tout en favorisant une intervention extérieure.

L'équilibre instable qui règne en Serbie peut voler en éclats à tout moment. ★

Belgrade, septembre 1992



2) Voir *Inprecor* n° 356 du 3 juillet 1992.

La rafle de Paris

Depuis le 21 mai 1992, plus de 300 familles africaines campaient sur l'Esplanade de Vincennes, aux portes de Paris, exigeant un logement décent. Ce camp a duré plus de cinq mois dans des conditions matérielles très difficiles et a subi, à ses débuts, un véritable blocus policier pour empêcher toute amélioration sanitaire. Il symbolise pourtant la crise du logement qui sévit, notamment en région parisienne — depuis trois ans, ce genre d'occupations se multiplient, en plein cœur de Paris et en proche banlieue. Le gouvernement socialiste est incapable de résoudre la crise du logement — les loyers flambent sans aucune restriction depuis 1981 ; la construction de logements sociaux a été fortement ralentie ; la spéculation foncière, par contre, va bon train.

Dans la seule région parisienne, il y a plus de 300 000 sans-logis ou mal logés — alors que plus de 300 000 logements vides ont été recensés ! Une loi permettant à l'Etat de réquisitionner ces locaux vides existe depuis 1945, mais elle n'est guère appliquée.

Concernant le conflit de Vincennes, un "accord" avait été signé en septembre 1992, refusé par les familles, car il ne donnait guère de garanties pour l'ensemble des dossiers et exigeait, en contrepartie, la levée immédiate du camp. Depuis, les autorités avaient fermé la porte à toute négociation. Le Front national (FN) battait le pavé parisien exigeant le démantèlement du camp — son appel semble avoir rencontré de l'écho au sein des pouvoirs publics. C'est ainsi que, le 29 octobre, les forces de police ont procédé à l'évacuation brutale du camp, sous des prétextes "humanitaires", prétendant que les familles allaient être relogées de façon transitoire. Tout cela s'est fait dans la plus grande confusion — des centaines de personnes n'ont pas été relogées et errent tous les soirs dans les rues de Paris à la recherche d'un endroit pour dormir ; les solutions de fortune imposées aux familles sont souvent indécentes — un ancien bâtiment d'hôpital insalubre avec 75 lits, par exemple, est proposé à 205 personnes qui préféreraient camper devant plutôt que de s'y installer ; les hôtels ou foyers réservés par la préfecture n'attendaient souvent pas les arrivants, etc. Un comité de soutien unitaire organise, depuis mai, la solidarité autour de la lutte, avec des associations travaillant sur le logement, il continue la mobilisation pour exiger des pouvoirs publics le relogement urgent et décent des centaines de personnes qui sont à la rue depuis l'évacuation policière et un logement définitif pour tous les campeurs de Vincennes.



La rafle qui a servi à évacuer le camp a soulevé l'indignation de la presse et de l'opinion publique. En effet, à quelques jours de la grande opération médiatique de "charité" organisée par le gouvernement socialiste pour la Somalie dans toutes les écoles de France, celui-ci a choisi la force au lieu du dialogue pour tenter de casser une lutte et se débarrasser d'un problème structurel qui concerne aujourd'hui non seulement les populations immigrées mais de nombreux Français qui n'ont pas de revenus suffisants leur permettant de se loger dans le secteur privé.

En un peu plus de onze ans, le pouvoir socialiste français aura fait les plus sales besognes — austérité ; déréglementation salariale ; guerre impérialiste ; ses ministres ont trempé dans les pires affaires de corruption : la liste est longue. A quelques jours de l'anniversaire de la Nuit de cristal, il ne manquait qu'une rafle en plein Paris ! ★



Le SPD malade du droit d'asile

Depuis les événements de Rostock et la poursuite des pogroms racistes en Allemagne, un débat se déroule sur la modification de la loi sur le droit d'asile dans ce pays (voir *Inprecor* n° 358 et 361 des 11 septembre et 23 octobre 1992).

Le Parti social-démocrate (SPD) est aussi traversé par ce débat. Si sa direction a décidé de voter l'amendement à la Constitution proposé par le gouvernement de droite d'Helmut Kohl, le malaise semble être grand à la base. En effet, si le SPD votait l'amendement

constitutionnel, celui-ci serait immédiatement adopté. Le SPD doit tenir un congrès extraordinaire à Bonn, les 16 et 17 novembre, qui doit arrêter sa position finale sur le droit d'asile et les projets de réforme constitutionnelle en la matière. En France, le collectif Droit d'asile se propose de lancer une campagne afin de faire pression sur le SPD, demandant aux délégués du congrès de cette organisation de refuser la remise en cause de l'article 16 de la Constitution allemande.

Cet article accorde le droit à tout demandeur d'asile de déposer une demande et oblige les autorités à l'examiner, à nourrir et héberger l'exilé durant la procédure. Selon la Constitution allemande, le demandeur d'asile ne peut pas être renvoyé. Enfin, celui-ci peut faire appel auprès de la Cour constitutionnelle si sa demande est rejetée, tout en restant en Allemagne. Les modifications que veut introduire le gouvernement Kohl, et que la direction du SPD s'apprête à voter, signifieraient un alignement sur les accords de Schengen — possibilité de refouler les réfugiés dans des zones de transit internationales ; renvoi immédiat des réfugiés dont la demande serait jugée infondée et, enfin, en cas d'appel du demandeur, celui-ci devrait attendre la sentence de la Cour constitutionnelle dans son pays ou un pays tiers.

A Bonn, une manifestation est prévue le 14 novembre, à l'appel de nombreuses associations antiracistes, en défense du droit d'asile, contre toute modification de la Constitution, et contre le racisme. Cette journée est soutenue par d'autres associations antiracistes, antifascistes et d'immigrés dans de nombreux pays d'Europe. ★

POLOGNE

Criminalisation des femmes

Le 22 octobre 1992, la Commission parlementaire spéciale, créée pour analyser le projet de loi « sur la protection de l'enfant conçu » a adopté la version finale du texte. Il ne tient maintenant qu'à la présidence de la Diète de le soumettre au vote lorsqu'elle le jugera opportun. Ce projet de loi prévoit une peine de deux ans de prison pour celui ou celle qui pratiquerait un avortement — le médecin ou la femme si elle avorte seule —, et également des peines de prison pour l'utilisation de moyens contraceptifs comme le stérilet ou le RU 486. Il interdit également toute intervention médicale sur le fœtus, en particulier les examens prénataux.

Actuellement, on estime à 600 000 le nombre d'avortements pratiqués annuellement en Pologne. L'application de la loi qui est en préparation pourrait donc doubler, au bout d'un an, le nombre des prisonniers dans ce pays — il y en a actuellement 50 000. L'interdiction de l'usage du stérilet pourrait se traduire aussi par l'instauration d'exams gynécologiques obligatoires pour les femmes, comme c'était le cas en Roumanie sous Ceausescu. On sait que le gouvernement polonais est sensible à la pression extérieure. Il est donc urgent de protester contre cette loi moyenâgeuse et de demander des comptes à ses ambassades ! ★

Du Koweït à Los Angeles

LA PRESIDENCE de Bush s'est inscrite dans le droit fil de celle de Reagan dont il était le Vice-président. Avant l'acteur devenu chef d'Etat, l'empire américain était en profonde crise. Du discrédit moral de l'exécutif, dans la foulée du Watergate qui avait porté au pouvoir un Carter aux allures d'honnête homme, aux déboires de ce dernier confronté, en 1979, à la fois, à la révolution sandiniste et au renversement "islamique" du Chah d'Iran — l'Amérique impérialiste semblait au plus mal. La même année s'achevait sur l'intervention soviétique en Afghanistan, première aventure de Moscou en dehors des frontières de sa zone d'hégémonie reconnue depuis la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans ce contexte que Reagan arriva aux commandes, en combattant de choc de la croisade anticomuniste. Familier des techniques du cinéma, il fit appel à l'imaginaire *made in Hollywood* : cow-boy, western, guerre des étoiles, Empire du mal. Le "grand communicateur" parvint à donner à ses concitoyens l'illusion de la grandeur retrouvée. Il fut réélu sans difficulté. Son second mandat fut contemporain du début de la fin de l'empire soviétique, l'objectif au nom duquel il avait accédé au pouvoir.

Les années Reagan furent celles d'une politique de surarmement à outrance, qui allait avoir plusieurs conséquences. Les Etats-Unis se dotèrent d'une panoplie meurtrière hautement sophistiquée. Leur supériorité dans le domaine de la technologie militaire atteignit un degré inégalé, d'autant plus évident que la grande puissance rivale battait de l'aile.

Et c'était là, en partie, une autre conséquence du militarisme reaganien : la débâcle gorbatchévienne de l'URSS a été précipitée, sans aucun doute, par l'épuisement de l'économie bureaucratique dans une course aux armements qui lui était imposée et dans laquelle le maintien de la parité avec son rival impérialiste représentait pour elle, relativement à son propre produit national, un fardeau beaucoup plus lourd.

En ce sens, Clinton n'avait pas tout à fait raison quand il compara le triomphalisme de l'administration républicaine au sujet de

Le plus significatif dans les récentes élections présidentielles nord-américaines (1) n'est pas la victoire de Bill Clinton, dont on cherche à faire le Kennedy des années 90 — un Kennedy lui-même largement mythifié à titre posthume. C'est plutôt la défaite retentissante d'un George Bush qui, il y a un an, caracolait au sommet des sondages — il venait d'être sacré empereur à la suite de sa victoire dans la guerre du Golfe. La bataille du Koweït fut son Austerlitz ; un an plus tard, il rencontrait son Waterloo à... Los Angeles.

Salah JABER

l'écroulement de l'URSS à la prétention d'un coq qui attribuerait le lever du jour à ses cocoricos. Le militarisme reaganien, sous-tendu par les intérêts bien compris du fameux "complexe militaro-industriel", ne fut certes pas la cause déterminante de l'effondrement de l'empire soviétique, mais il n'en a pas moins rapproché l'échéance.

Cependant, la médaille Reagan avait un revers beaucoup moins reluisant : la prodigalité républicaine en matière d'armement n'allait pas seulement bien au-delà des moyens de Moscou, elle dépassait aussi largement les moyens propres de Washington. L'administration Reagan allait porter à son paroxysme ce mécanisme, connu depuis la guerre du Viêt-nam, par lequel les Etats-Unis font financer indirectement leurs guerres — chaudes ou froides, peu importe ici — par leurs partenaires impérialistes.

Grandeur et misère d'un empire

En profitant de leur position privilégiée de puissance dont la devise nationale est la clef de voûte du marché capitaliste mondial, les Etats-Unis allaient accumuler une dette astronomique qui, même en termes relatifs, aurait fait chavirer toute autre économie dans l'abîme. C'est le paradoxe du grand débiteur sans hypothèque saisissable, dont les créanciers craignent par-dessus tout la mise en faillite qui entraînerait leur propre banqueroute.

Prodigalité dans le domaine de l'armement, mais coupes claires dans les dépenses sociales au nom d'une sorte de "darwinisme" économique primaire. « *Enrichissez-vous* », cria Reagan à une Amérique déjà fortement

inégalitaire. Le résultat fut que le fossé entre les deux Amériques, celle des riches et celle des pauvres, devint abyssal, plus vertigineux que jamais. L'enrichissement au sommet n'était pas tant le résultat de la croissance économique, que celui d'une redistribution au détriment des plus démunis et d'une politique d'argent facile pour les nantis (2).

C'est de cette Amérique là que Bush hérita et dont il voulut assumer la continuité. Sur le plan de la politique étrangère, la panoplie militaire ultra-sophistiquée accumulée sous Reagan fut facile à faire valoir devant une Union soviétique en décrépitude avancée. Ce fut, à petite échelle, l'invasion de Panama en décembre 1989, puis à grande échelle, la guerre contre l'Irak en janvier-février 1991, la plus grande intervention militaire américaine depuis l'Indochine. A la fin de cette dernière année, l'URSS achevait de s'effondrer.

Paradoxalement, la chute de la maison URSS ôta au continuateur de Reagan son principal argument. Un monde sans "Empire du mal" n'avait plus besoin de "durs" au poste de commandement à Washington. En outre, l'opération dans le Golfe déçut ceux qui crurent à la mystification de la croisade contre le nouvel Hitler. Saddam Hussein se paye aujourd'hui la consolation, bien piètre pour le peuple irakien en détresse, de voir son vainqueur tomber avant lui-même.

Aux Etats-Unis, les regards se portèrent à nouveau en priorité sur la situation économique et sociale. Comble de malchance pour Bush : la récession succédait, à partir de 1990, à la croissance largement artificielle des années Reagan. Les conséquences de la politique antisociale de ce dernier devenaient très rapidement explosives. C'est ainsi que le triomphateur de la bataille du Koweït perdit celle de Los Angeles en avril 1992 (3), pour enfin perdre celle des présidentielles.

La défaite électorale de Bush sonne le glas du reaganisme, ce sursaut droitier d'un impérialisme en déclin. Gageons que son successeur démocrate ne réussira pas plus à renverser le cours de l'histoire. ★

4 novembre 1992

1) Voir *InpreCOR* n° 357 et 361 des 17 juillet et 23 octobre 1992.
2) Voir *InpreCOR* n° 345 et 346 des 31 octobre et 14 février 1992.

3) Voir *InpreCOR* n° 352 et 353 des 8 mai et 25 mai 1992.